

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE : Notre « grand César » est mort. — A la veille de l'hiver russe.
— Pauvre Merrheim ! (P. Monatte).

PARMI NOS LETTRES : Les dangers de guerre. — A bas la rationalisation ! — Renaissance
à la base.

LA CRISE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

La Commune
paysanne
après la Révolution

Le VI^e Congrès
de l'I. C.
vu par Trotsky

CHIAPPE, PREFET D'EMPIRE (M. Ch.)

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : L'affaire Rambaud : Le réseau de l'Etat contre
les droits des cheminots (P. Berlot). — La quinzaine syndicaliste : Le Syndicat des chauffeurs-
conducteurs exclu par sa Fédération. — Ouvriers et Paysans au Mexique (M. Chambelland).
— Courrier de la Ligue.

FAITS ET DOCUMENTS : Les faits de la quinzaine. — La journée anglaise. — L'affaire
Thaelmann.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1^{er} et le 15)

Rédaction et Administr. 96, Quai Jemmapes PARIS-X^e

Téléphone : Combat 08-02

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la Révolution Prolétarienne publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage
(P. Monatte)

Les Notes Economiques
(R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme
(Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres
(De tout et de tous)

A travers les Livres
(A. Rosmer, B. Giauffret,
A. Richard, etc.)

Lettres de l'Internationale
(De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne,
etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. AIRELLE, E. ALLOT, J. AUFRÈRE, J. BALDACCI,
E. BERTH, Mathe BIGOT, M. CHAMBELLAND, J. CÉVENOL,
F. CHARBIT, J. et J. CORNEC, V. DELAGARDE, MAX EMILE,
FINIDORI, H. FULCONIS, A. GARNERY, B. GIAUFFRET,
MAX EASTMAN, JEAN GLAIVE, V. GODONNÈCHE, R. HAGNAUER,
G. LACOSTE, F. LORIOT, R. LOUZON, A. MAHOY, L. MARZET,
J. MESNIL, P. MONATTE, G. NICOLAS, J. PÉRA, R. W. POSTGATE,
A. RICHARD, A. ROSMER, R. ROUVIANE, C. TALÈS,
A. THÉVENON, G. THOMAS, A. VILLEVAL, etc., etc..

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : L. MARZET.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades BUSSEUIL ou BARAT.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : Révolution Prolétarienne 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 96, quai Jemmapes, Paris-X^e.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.

Les numéros d'une année : 30 francs.

Reliés « Selflior » : 38 fr. 50 (franco 40 fr. 50).



Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne" "LE SELFLIOR"

Systeme perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours
Prix : 8 fr. 50 d'abonnement.

Franco 10 fr. 50
Etranger 13 fr. 50

Vous qui collectionnez la « R. P. »,
utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

NOTRE « GRAND CÉSAR » EST MORT

Le « noyau » de la Révolution Proletarienne vient d'être frappé dans l'un de ses membres qui lui étaient le plus chers; le mouvement révolutionnaire français vient de perdre l'un de ces hommes obscurs, l'une de ces forces qui constituent ses fondations mêmes : César Hattenberger, l'un des premiers militants, durant la guerre, du Comité pour la reprise des relations internationales, puis du Comité de la III^e, l'administrateur de la Vie Ouvrière, dans la période de 1919 à 1921, est mort dans la nuit du 19 au 20 octobre.

Mort à 41 ans, emporté par la tuberculose. Depuis trois mois, il gardait le lit. Mais depuis des années, il ne se sentait plus ses forces d'autrefois; la santé n'allait pas; c'est ce qui l'avait empêché de prendre en main, comme il l'aurait voulu, et comme nous l'aurions tant souhaité, l'administration de la Révolution Proletarienne. Un jour les médecins parlèrent de tuberculose et lui recommandèrent de se soigner et de se reposer. Difficile de se reposer et de se soigner quand il faut travailler pour vivre. Difficile de se croire gravement malade quand on a été aussi fort. Lorsqu'une hémoptysie grave se produisit en juillet dernier, il prit le lit; il ne devait plus le quitter que pour le lit de pierre du cimetière de la rue Saint-Charles, où nous l'avons conduit le lundi 22 octobre.

C'est une rude perte pour nous et pour le mouvement. On ne connaît généralement comme militants que ceux qui parlent aux tribunes ou qui écrivent dans les journaux; il en est d'autres dont le rôle est aussi grand, quelquefois plus, quoique invisible. Notre « grand César » ne discourait guère, n'écrivait pas d'articles, cependant personne n'a eu une activité plus féconde, n'a rendu plus de services au mouvement. Il était un administrateur admirable, l'organisateur-né, c'est-à-dire l'utilisateur des dévouements épars, si souvent inutilisés, révélant à chacun sa tâche, découvrant les aptitudes les plus enfouies, traçant à chacun sa tâche, animant le milieu où il se trouvait. Partout, au XV^e, à Bordeaux, à Béziers, à Cette, mais chez nous surtout, où de 1919 à 1921 il porta le chiffre d'abonnés de la Vie Ouvrière, d'un millier à 8.000, on n'oubliera pas de sitôt ses qualités d'administrateur et d'animateur.

On ne peut dire qu'en lui l'administrateur avait tué l'apôtre. C'est l'apôtre qui avait fait de lui l'administrateur. Il n'avait jamais accepté d'être appointé dans le mouvement. Quand des camarades pensèrent à lui pour l'administration de l'Humanité, en 1920, il refusa. Longtemps, il fournit deux journées de travail par jour; l'une, comme comptable réputé chez un patron, pour le pain de sa famille, l'autre, supplémentaire, pour le mouvement. Cet effort, il l'a fourni pen-

dant trois ans à la Vie Ouvrière. Cela avait-il contribué à l'épuiser? C'est bien probable.

Il n'était pas né de la guerre. Il militait déjà avant, au XV^e, dans le parti socialiste, et à la coopérative, l'Avenir Social du XV^e. Tout de suite, il fut de la poignée de militants parisiens, venus de tous les horizons révolutionnaires, qui fondèrent, après Zimmerwald, le Comité pour la reprise des relations internationales. Parmi eux, il y en eut de plus ou moins actifs; César fut parmi les plus ardents. Grâce à son activité et à celle de quelques-uns de ses amis, la plupart mécaniciens, la section socialiste du XV^e fut vite une citadelle zimmerwaldienne. Dans le nombre des militants de la première heure, quelques-uns, manquant de ténacité, sont tombés en route, d'autres ont rebroussé chemin ou déserté; notre grand César ne se découragea jamais, marcha toujours de l'avant. La guerre n'avait pas ruiné, dans son esprit, le socialisme, elle l'y avait fortifié et grandi, décuplant sa haine du capitalisme enfanteur de guerres, assassin d'ouvriers. Ces jours derniers encore, de son lit de malade, il me montrait une grande photographie accrochée au mur : « Mon plus jeune frère... buté en 14. » La guerre avait mûri ses conceptions révolutionnaires. Il fallait détruire le régime d'exploitation, le monde de la guerre, construire le monde du travail.

Venu du parti socialiste, avec quelle joie, il avait salué la formation du parti communiste, d'un parti qui serait enfin vraiment ouvrier et vraiment révolutionnaire! Il aura connu là une nouvelle et profonde désillusion. La chute fut d'autant plus dure que ses espoirs étaient plus hauts. Comme il n'était pas de ceux qui avaient quelque chose à se faire pardonner ou qui avaient attendu cinq ou dix ans pour découvrir la Révolution russe, il se refusa à la domestication de la bolchevisation, il se refusa à condamner les yeux fermés l'Opposition russe, il haussa les épaules quand on lui demanda de se désolidariser de nous. Il fut exclu du parti communiste; cela ne l'affecta pas trop, sachant que dans le monde entier, c'est le sort de presque tous ceux qui restèrent des internationalistes pendant la guerre, qui se jetèrent en 1917 autour de la Révolution russe au berceau pour la défendre, de tous ceux qui ont acquis durement une certaine expérience révolutionnaire. C'est cette expérience qui l'avait amené, lui qui avait à un si haut degré l'instinct ouvrier, à ne plus identifier la classe ouvrière et le parti.

Il meurt jeune encore, peut-être d'avoir trop souvent veillé, trop travaillé pour le mouvement; peut-être aussi sa fin a-t-elle été hâtée, sa guérison compromise par les douleurs éprouvées devant les événements russes. Rien de terrible pour les tuberculeux comme de profondes émotions et des peines morales. Je revois sa colère à l'idée que les révolutionnaires russes de la période héroïque étaient déportés en Sibérie.

Pour les hommes comme lui, les idées font corps avec leur vie; atteintes, c'est leur vie qui est touchée. Son orgueil, s'il en avait eu, mais il n'en avait pas, son seul réconfort, c'était de penser qu'il appartenait à la petite phalange qui, sans savoir pourquoi ni comment, s'est trouvée, en 1914, puis en 1917, puis en 1925, à plusieurs années en avant du gros de sa classe, qui a souffert pour elle, pas moins en 1925 qu'en 1914, mais qui a sauvé l'honneur des ouvriers français. Pourquoi isolée? Mais parce que cette phalange n'avait, comme César, qu'une seule préoccupation, un seul intérêt: l'intérêt du prolétariat et le souci de sa dignité.

Notre « grand César » est pleuré par une mère, une compagne, trois grands enfants, par des frères. Qu'ils soient tous assurés que leur peine est la nôtre, que le souvenir de César vivra dans notre pensée comme dans la leur. Sa présence leur manquera; pas moins qu'à nous.

Le mouvement révolutionnaire a contribué à le leur prendre, diront-ils peut-être. C'est juste, mais s'il n'a pas compté ses efforts c'était pour que vienne plus vite le jour où des millions de femmes et d'enfants ne pleureront plus les êtres sacrifiés au capitalisme, à son exploitation quotidienne et à ses guerres. Qu'ils soient fiers de lui. Et nous, continuons la tâche qui fut la sienne.

*
**

Beaucoup de camarades ont ignoré la nouvelle de la mort de César. Dès le samedi, un camarade porta à l'Humanité et au Populaire, une courte note annonçant la nouvelle, rappelant brièvement les organisations auxquelles il avait appartenu et indiquant le lieu et la date des obsèques. Le lendemain, rien dans le Populaire; l'évocation du Comité de la III^e l'avait sans doute scandalisé. Trois lignes en sixième page dans l'Humanité, relatives aux obsèques. Mais, au panier le rappel du Comité de la reprise et du Comité de la III^e! Elle n'en est évidemment pas l'héritière. Pas un mot non plus dans le dernier numéro de la Vie Ouvrière, dont il fut l'administrateur de 1919 à 1921. Il est vrai que celle d'aujourd'hui n'a plus grand'chose de commun avec celle d'alors.

*
**

A LA VEILLE DE L'HIVER RUSSE

Les nouvelles diverses qui parviennent de Russie ne cadrent guère avec les récits idylliques des commis-voyageurs orthodoxes. Toutes s'accordent à montrer la situation à l'entrée de l'hiver comme particulièrement sombre.

La lettre de Sosnovsky, reproduite la quinzaine dernière, est confirmée par une autre lettre, de Smirnov, datée du 8 septembre; l'aggravation de l'état de santé de Trotsky, atteint de la malaria à Alma-Ata, a pris un caractère menaçant. Qu'attend le gouverne-

ment de Moscou pour lui désigner un lieu d'exil moins mortel?

La lutte entre Staline et Rykov rebondit; les bribes de dépêches publiées dans l'Humanité et dans le Temps, sur la reprise de la lutte contre la droite, la destitution de fonctionnaires importants du parti, l'abjuration d'Ouglanov, annoncent l'explosion d'une nouvelle crise au sein du parti communiste russe.

Crise évidemment provoquée par les difficultés économiques dans lesquelles se débat la Russie. Déjà le ravitaillement des villes est depuis plusieurs mois de plus en plus mal assuré. Que sera-ce en plein hiver? La réquisition du blé dans les campagnes exige des mesures de contrainte auxquelles les paysans répondront par la grève de l'ensemencement. Non seulement la population ouvrière des villes est atteinte dans son alimentation, mais l'exportation du blé étant rendue impossible, le plan d'industrialisation est réduit, faute de ressources disponibles. Les nouveaux programmes de concessions offertes à l'industrie étrangère compenseront difficilement cette réduction, et à quel prix!

Comment faire face à cette situation? En rejeter la responsabilité sur l'Opposition, avec son mot d'ordre de lutte contre le koulak, n'est pas une solution. Et puis, ce n'est pas juste. D'abord parce que ce n'est pas l'Opposition qui a appliqué son propre mot d'ordre; chaque idée, pour être exactement appliquée, doit l'être par ses défenseurs et non par ses adversaires. En outre, parce que l'équilibre et l'accord entre l'ouvrier et le paysan ne pouvaient être maintenus que si l'industrie russe avait des produits à échanger contre ceux de la paysannerie. Qui donc depuis dix ans a poussé au développement du rythme industriel? Qui donc s'est insurgé contre la bureaucratie d'Etat et du parti paralysant la production? Qui donc a réclamé la démocratie ouvrière, facteur indispensable de correction des fautes commises et stimulant de l'effort organisateur et créateur? C'est l'Opposition, l'Opposition ouvrière d'abord, les autres Oppositions par la suite. Des années ont passé, les idées de l'Opposition ont été ridiculisées, ses hommes frappés, emprisonnés, déportés en Sibérie. L'équilibre est rompu entre l'ouvrier et le paysan depuis déjà longtemps; la ville n'a pas suffisamment de produits à échanger; elle est infériorisée; elle est mise économiquement sous la domination de la campagne; le paysan occupe la position dominante dans l'économie de la révolution prolétarienne. Contre cette position, les mesures de contrainte, légitimes aux premiers jours de la révolution, ne sont plus que le fruit des erreurs commises, des fautes entassées.

La voie de salut était dans la démocratie ouvrière, il y a quelques années, dans la discussion franche au grand jour de tous les problèmes difficiles. On a préféré le bâillon de l'optimisme et de la raison d'Etat. Jamais la parole de Proudhon n'a été plus vraie: « Quand on a besoin d'investigateurs de la vérité, il ne se trouve que des révélateurs ». La faillite des révélateurs s'est avérée. A plus forte raison celle des

prêtres menteurs. Le temps des investigateurs n'est-il pas passé? S'il reste une chance de salut, elle est en eux.

Que l'on ne s'étonne pas de voir ici, dans la R. P., une étude comme celle d'un ami de Moscou, dont nous connaissons la sincérité et la volonté révolutionnaire, présentant le village russe comme un bloc, à côté d'articles soutenant un point de vue différent. L'important à nos yeux, c'est de mettre en présence les points de vue opposés, de forcer à leur examen; de faire en petit ici ce qui devrait être fait en grand là-bas, afin que si la révolution russe peut encore être sauvée comme révolution prolétarienne, elle le soit par la discussion commune, par l'effort commun, c'est-à-dire par la démocratie ouvrière.

*
**

PAUVRE MERRHEIM!

Après l'outrage à Pelloutier et à Griffuelhes, l'outrage à Merrheim. Sous la plume de Lenoir, dans le Peuple du 22 octobre.

Non seulement il n'est pas parlé dans cet article anniversaire, du Merrheim de Zimmerwald, mais le Merrheim de 1904 à 1914 n'aurait été que le précurseur du Merrheim de 1920; les méthodes qu'il préconisait alors, que nous défendions avec lui, devaient conduire aux méthodes que pratique aujourd'hui la C. G. T. Nous avons déjà rencontré cette calomnie, mais nous pensions l'avoir écrasée; elle continue à ramper :

« L'œuvre de Merrheim, écrit Lenoir, a heureusement acheminé la Confédération Générale du Travail dans la voie où elle s'est maintenant inébranlablement fixée. Il fut le vigoureux et infatigable précurseur des méthodes qui lui ont valu tant d'injures... »

Dites donc, Lenoir, si les méthodes défendues de 1904 à 1914 par Merrheim étaient en puissance les méthodes néo-millerandistes de la C. G. T. d'aujourd'hui, comment vous expliquez-vous qu'il ait combattu avec tant de vigueur à l'époque les millerandistes Briat et Coupat? Qu'il ne se soit pas rangé parmi les réformistes? Qu'il ait lutté contre eux avec tant de passion?

Et l'on doit à la vérité de dire que les dirigeants de la C. G. T. d'aujourd'hui sont tombés bien au-dessous de réformistes comme Keuser.

Ne seriez-vous pas, vous Lenoir, et non pas Merrheim, l'un de ces précurseurs? Votre premier exploit, si je me souviens bien, fut d'être, au temps du millerandisme, le candidat des réformistes contre Pouget au secrétariat de la Voix du Peuple. Battu, vous vous êtes rallié un peu plus tard aux révolutionnaires. Mais un ralliement qui n'était sans doute pas très profond. Que vous soyez un des précurseurs véritables du néo-millerandisme de la C. G. T. d'aujourd'hui, on peut vous l'accorder. Mais épargnez cette insulte à Merrheim.

P. MONATTE.

Parmi nos Lettres

Les dangers de guerre Tout le monde n'est pas pris de la danse de Saint-Guy, dans le mouvement ouvrier, après les discussions de Moscou sur l'imminence du danger de guerre. Au risque de passer pour contre-révolutionnaire en sous-estimant le danger de guerre, un bon camarade de province, nous adresse ces réflexions :

Les dangers de guerre!... C'est une redoutable plai-santérie.

Les contradictions du capitalisme amèneront un jour la guerre, c'est évident; mais ce temps est encore lointain. Surtout si l'on veut bien donner à ce mot de guerre sa valeur totale et ne pas dire qu'une expédition coloniale ou une folie balkanique c'est la guerre. Une guerre européenne totale et exterminatrice ne peut pas se concevoir à l'heure actuelle : le capitalisme n'en a pas besoin, les masses ne sont pas moralement prêtes au sacrifice, le patriotisme financier ne sera pas prêt d'ici longtemps à risquer de nouvelles ruines.

Essayer d'imaginer une mobilisation générale à cette heure, c'est comme si on rêvait que le capitalisme européen veut se suicider. Après les leçons de ces dernières années, il faut être des insensés pour penser que le capitalisme est assez bête pour courir à son suicide; les pactes Kellogg et autres histoires, on peut du moins les éclairer d'un mot vieux mais juste : « L'hypocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu. » Le capitalisme ne chante la paix que parce qu'elle est pour lui une nécessité actuelle.

L'histoire est là, encore un coup, pour nous renseigner. Il y a eu cent ans entre les deux grandes mêlées européennes : 1815 à 1914. Je ne dis pas que cent ans ce soit un chiffre fatidique, mais le dernier ballot de mon village vous dira que l'on ne reverra pas la Grande Guerre tant que les générations qui l'ont faite seront mobilisables.

Egalement, cet hiver, je lisais dans l'histoire de Jaurès le début de cette guerre révolutionnaire; noir sur blanc, une évidence crève les yeux : le manque de potentiel révolutionnaire de la Gironde jeta la France dans une aventure que l'Europe ne souhaitait guère.

Nous nous trouvons en face de conjonctures semblables. Les P. C. ont besoin de « nourrir » leurs suivants : le bateau du fascisme étant à peu près coulé, il en faut un autre. Les malheureux s'acharnent toujours à découvrir les maux épouvantables dont ils vont nous accabler. Ceux dont nous souffrons ne leur suffisent donc pas. Parbleu non, ils ne leur suffisent pas, puisque ces messieurs ne les connaissent pas.

*
**

A bas la Rationalisation! Comme nous le pensions bien, l'étude du précédent numéro a soulevé de nombreuses discussions. C'est ce que nous désirions. Pour deux raisons : 1° Afin que d'un grand débat, où partisans et adversaires de la rationalisation échangeaient leurs arguments, il sorte quelques vues claires appuyées de moyens d'action; 2° Afin que l'étude d'un groupe de syndicalistes, discutée, revue, complétée, permette à la Ligue Syndicaliste de faire de ce projet un texte définitif qui formera sa première brochure de large propagande.

Enregistrons dès aujourd'hui trois lettres, parmi les plus significatives :

L'une de De Groote, le militant du Bois parisien; des quatre grandes pages qu'il nous écrit, et que nous ne pouvons reproduire en entier, nous extrayons ce qui suit :

Des trois opérations qui constituent le propre de la rationalisation, une est à combattre énergiquement, sans détour, c'est le Taylorisme, et le groupe de syndicalistes, signataire de l'étude parue dans le dernier numéro, s'est exprimé d'une façon assez énergique et juste, pour que je revienne là-dessus. C'est parfait!

Quant aux deux autres : Concentration et Standardisation, je ne vois pas qu'elles entraînent nécessairement, au fond, de si graves conséquences pour le prolétariat.

La concentration serait une entrave à l'imagination créatrice du genre humain? Que la grande entreprise ne soit point propice à l'invention, on peut le concéder. Mais elle a l'immense avantage de pouvoir vulgariser — et comment! — les inventions. La constitution de sociétés anonymes a permis, en trois quarts de siècle, l'établissement de moyens de communication formidables et extra-rapides. Ils permettent l'utilisation en grand des ressources naturelles, l'extraction intensive des minerais de toutes sortes. Ni Papin, ni Edison, ni Marconi, ni aucun homme seul, fût-il de génie, n'aurait pu obtenir ce résultat. Il est possible que Bernard Palissy n'aurait point sa place dans les laboratoires de Saint-Gobain. Mais ce n'est pas sûr. En tous cas, son invention n'a eu qu'une importance relative jusqu'au moment où la concentration a permis la constitution de grandes manufactures, susceptibles de vulgariser et de mettre ses poteries à la portée de tous.

Quant à la standardisation, c'est une pure question d'assimilation. Les goûts de la grande masse des consommateurs se font très bien aux objets standardisés, et ils vont même au-devant. Il vaut mieux avoir un chapeau, des meubles, une bicyclette, comme tout le monde que de n'en pas avoir du tout. Et la standardisation permet des prix à la portée de la grande masse. Si la fabrication de l'automobile n'était pas standardisée, les industriels ne sortiraient que quelques voitures à la fois, et à quel prix! Il n'y aurait encore qu'un nombre infime de possesseurs d'automobiles.

La rationalisation, amputée du Taylorisme, ne doit pas être regardée avec tant de méfiance. Les capitalistes n'opèrent pas leur concentration et la standardisation de leurs produits pour arriver au Taylorisme. Le Taylorisme est un moyen de concurrence comme les autres, mais beaucoup plus difficile à utiliser, en raison de la résistance ouvrière. Je répète que je suis d'accord pour lutter contre le Taylorisme. Mais je veux dire que la concentration intensive est un pas décisif vers la chute du capitalisme : loin de l'amener à la mare stagnante, elle provoque une hypertension de la concurrence et de la lutte pour les débouchés. Cette course vers la domination des monopoles, porte avec elle des germes de progrès dont la révolution sociale sera, en fin de compte, la seule bénéficiaire.

Une autre d'Angleterre, de notre ami Postgate :

Je crains que la R. P. fasse fausse route sur la rationalisation.

En combattant la rationalisation, qui comporte la réorganisation et la trustification de l'industrie, les ouvriers seraient battus comme le furent les Luddites ici en 1812 qui combattaient les machines en les brisant.

En combattant les rationalisateurs, on a pour alliés, nécessairement, les petits bourgeois, les fabricants qui possèdent des usines démodées, etc.

La rationalisation par un Etat ouvrier ou par un mouvement révolutionnaire, tel est, au contraire, notre but. En attendant, inutile d'attaquer la rationalisation capitaliste.

Pour en terminer cette quinzaine, une lettre d'un camarade employé :

Dans la lutte contre la rationalisation, il faut faire leur place aux employés.

D'abord, en ce qui concerne leur propre travail. Ils sont victimes de nombreuses mesures qu'on peut appeler des mesures de rationalisation puisqu'elles tendent toutes à accroître leur productivité. Les sténos-dactylos des grandes usines sont payées aux pièces : on exige d'elles un minimum de lettres, ou de factures, ou de copies, dans la journée. Et elles touchent une prime lorsqu'elles dépassent ce minimum. L'introduction des machines comptables, machines à calculer, machines à facturer, dont certaines sont des merveilles de précision mécanique, a accru d'une façon extraordinaire la productivité des bureaucrates. Certes, ces machines évitent des maux de tête, et c'est appréciable, mais elles provoquent une mécanisation du travail dont on ne tarde pas à souffrir.

A un deuxième point de vue, également important, il ne faut pas oublier les employés. Qui, dans les usines, applique les diverses mesures de rationalisation, qui contrôle la production des ateliers, qui est l'œil, toujours plus vigilant, de la direction? Ce sont les employés. La rationalisation accentue la tension qui a toujours existé, à l'usine, entre les producteurs et les bureaucrates. Or, les syndicats devraient s'efforcer à diminuer cette tension, et surtout à faire comprendre aux employés qu'ils doivent s'ingénier à aider les ouvriers dans leur résistance à la surexploitation, au lieu d'être des instruments serviles entre les mains des « rationalisateurs ». Les moyens, pour les employés, de saboter la rationalisation, ne manquent pas.

**

Renaissance à la base

Le camarade Leroy ne partage pas l'avis de Monatte sur la renaissance à la base du mouvement révolutionnaire. Il se place à un point de vue très différent et regarde surtout vers le sommet ; mais sa lettre ne manque ni d'intérêt ni de saveur :

La stagnation des oppositions communistes, comme le prétinement de la R. P., vient d'une méthode fautive du travail : écrire sans parler.

Le jour où les oppositionnels auront le courage d'aller porter leurs arguments en public, il se créera un courant autour de leurs idées et leurs publications se développeront.

Ne nous raconte pas que parler en public c'est plus difficile que d'écrire. Boniment de tous ceux qui ne veulent pas parler.

Le succès de l'opposition de Body est dû à ce qu'il a porté par la parole, autant que par l'écrit, des arguments. Et aussi au caractère particulier des arguments autant que du moment.

Mais il est dû aussi à leur « Union des Travailleurs Révolutionnaires ». Cela me fait l'effet d'un petit nouveau parti. Et c'est très bien ; c'est ainsi que j'ai toujours conçu le redressement politique.

Quant au peu d'importance que tu attaches à la proposition de Contre le Courant, c'est normal pour un syndicaliste pur, mais cela ne vient que de cela. Au contraire, je crois que c'est indispensable à toute action extérieure.

Il y a assez d'éléments communistes, révolutionnaires sincères, qui sont éparpillés, qui ne peuvent rien faire autrement que par l'union, pour que le rassemblement des tendances revienne un jour sur le tapis. Mais ce jour-là les chefs devront remiser leurs haines mutuelles. Ce sera facile car ils savent que sans la masse ils ne sont rien.

En résumé l'extériorisation des idées voilà la pierre angulaire, aussi bien pour la R. P. que pour les autres groupes oppositionnels.

Le « mir » n'est pas mort

La Commune paysanne après la Révolution

On connaît depuis longtemps en Occident le phénomène du « mir » (1), la commune paysanne russe. Il a été révélé, aux Russes eux-mêmes, vers le milieu du siècle dernier par le voyageur allemand Haxthausen. A cette même époque, l'école des slavianophiles, et plus tard les populistes ont bâti dessus toute une théorie historique, économique et politique. Aux Français, il a été expliqué entre autres par Le Play et par A. Leroy-Beaulieu dans son « Empire des Tsars » : dans la majeure partie de la Russie, la propriété foncière individuelle n'existe que pour les nobles ou marchands détenteurs de domaines plus ou moins étendus ; le cultivateur n'est pas propriétaire de sa terre ; le sol paysan appartient aux communes paysannes, qui le distribuent entre leurs membres, proportionnellement à leurs besoins et à leur capacité de travail ; cette jouissance n'est pas perpétuelle et des redistributions totales ou partielles sont faites périodiquement.

On voit d'ici toutes les réflexions qu'a pu appeler un pareil phénomène. Les uns ont vu là une réalisation du communisme : le « mir » établit et maintient entre les familles l'égalité économique ; il résout le problème social ; il évitera à la Russie de passer par les phases douloureuses du capitalisme et des révolutions qu'il engendre ; c'est une institution profondément populaire qu'il faut respecter et soigneusement conserver. Ce sont les populistes, qui ont dominé la pensée russe jusque dans les dernières années du siècle passé. Les écrivains vantaient les avantages moraux de la commune, sa solidarité, ses traditions, sa discipline. Le gouvernement la choyait comme la plus commode institution : la commune payait collectivement impôts et redevances ; dans bien des cas elle était solidairement responsable.

Les troubles paysans qui commencèrent en 1902 et durèrent jusqu'en 1907, la révolution de 1905, donnèrent à réfléchir à tout le monde. La Russie est entrée dans la voie commune des pays d'Occident : industrie, capitalisme, conflits sociaux. Dans les campagnes mêmes, la commune n'a rien empêché. Il y a des riches et des pauvres et, qui pis est, ils ont tous participé, les uns et les autres, au pillage des grands domaines. De là une réaction complète dans l'opinion et dans le gouvernement. La commune est cause de tous les maux : c'est elle qui, avec ses partages et repartages, enlève au cultivateur toute

envie d'améliorer le sol ; elle perpétue la solidarité dans la misère ; elle entrave tout le développement économique du pays. D'ailleurs elle n'a rien de populaire ni d'original : c'est une simple création fiscale et policière de l'Etat. Si celui-ci ne la maintenait pas artificiellement, il y a longtemps qu'elle n'existerait plus. Telle était aussi la théorie prêchée par les social-démocrates. Et le ministre Stolypine crut sauver la monarchie en permettant au paysan de prendre en toute propriété ses terres et de sortir avec elles de la commune. Les autorités encouragèrent de toutes façons cet exode et en 8 ans, depuis l'oukaze du 9-22 novembre 1906 jusqu'au 1^{er}-14 septembre 1914, plus d'un cinquième des membres des communes avaient manifesté leur désir de devenir propriétaires.

N'est-ce pas l'agonie d'une institution d'un autre âge, d'une de ces survivances féodales à laquelle la révolution portera le coup de grâce ? Beaucoup de lecteurs, très certainement, sont persuadés sans s'être même jamais posé la question, que le « mir » a vécu, emporté dans la même tourmente que le tsarisme. Eh bien, chose curieuse, il n'en est rien : le « mir » a rebondi avec la révolution, non seulement il n'est pas mort, mais il a repris vie, il est ressuscité là où il avait, semble-t-il, disparu, et depuis il fonctionne très activement.

Comment expliquer ce phénomène inattendu ? C'est qu'en réalité le « mir » n'était pas mort. Il a suffi que la pression gouvernementale disparaisse pour que la commune se ranime. Il y avait des terres à partager, des décisions à prendre, un ordre social à rétablir : l'assemblée communale se trouva toute prête à jouer ce rôle. Ce n'était pas quelque chose de nouveau et d'artificiel comme le soviet rural, qui ne fut installé, dans la plupart des endroits, que 3 à 6 mois après la révolution d'octobre ; c'était la réunion traditionnelle et naturelle des chefs de famille, sans exclusion de riches ni de pauvres, discutant librement de toutes les affaires communes. Et comme la révolution même, c'était l'occupation par les paysans des terres non paysannes, un immense problème de répartition se posait. Chacun allait-il se jeter sur les meilleurs terrains pour les accaparer ? Serait-ce au plus fort, au plus brutal, au plus avide ? On aurait assisté à la guerre civile la plus sanglante, la plus interminable, la plus ruineuse et la plus insensée, si la tradition communale n'avait pas été là, avec ses principes de la propriété collective, de la jouissance proportionnée aux possibilités de travail et aux besoins, et des réadaptations périodiques, avec

(1) J'use parfois de ce terme parce qu'il est employé en Occident ; mais le paysan russe dit « obchtchina », c'est-à-dire, littéralement, « commune ».

les habitudes créées par elle de discussion publique, de soumission à l'opinion et de discipline morale. A cette heure essentielle, la commune spontanément joua un grand rôle. Et par contre, les fermes (khoutots), les propriétés isolées créées par Stolypine aux dépens des communes disparurent dans la plupart des régions : leurs terres furent réincorporées au fonds communal.

Les bolcheviks, on l'a vu, en tant que social-démocrates, étaient hostiles à la commune paysanne : agronomiquement, elle était une entrave au progrès, socialement elle assoupissait les antagonismes entre riches et pauvres, politiquement elle ne pouvait être que conservatrice. Tout cela était loin de l'idéal marxiste : multiplication d'un prolétariat rural travaillant dans de grandes exploitations d'Etat. D'autre part, impossible de s'opposer au grand mouvement de cent millions de paysans. Alors le nouveau gouvernement fit semblant d'ignorer la commune. Aux comités agraires de Kerensky, il donna pour successeurs, des soviets, puis des « comités de paysans pauvres », puis des soviets réformés ; il posa le principe que la propriété du sol appartenait à l'Etat, mais que la jouissance en pouvait être, au gré des paysans, privée ou collective ; il créa des « communes » d'un nouveau genre, sous le nom étranger de « koinmouna » et des domaines nationaux. Mais il semblait ne pas remarquer la commune traditionnelle, évitant même de la nommer. C'est seulement plus tard, quand il fut bien persuadé de sa vitalité, qu'il chercha à la faire entrer dans son système et à la soumettre à ses lois. Le Code agraire mis en vigueur le premier décembre 1922 lui consacra toute une section, la définit, lui forge une espèce de droit électoral, règle ses rapports avec les soviets, précise ses droits sur la terre, etc.

Comment fonctionne la Commune

Ce qui est intéressant, ce n'est pas ce code, qui n'est obéi que dans la mesure où il ne contredit pas la coutume, mais la façon dont fonctionne effectivement de nos jours la commune rurale.

La commune n'est pas une réunion d'individus. C'est un ensemble de feux. A la base de la société paysanne, il y a la famille. Jadis, c'était la « grande famille », groupant autour du père ses enfants mariés et ayant eux-mêmes des enfants. Cette grande famille n'existe plus guère. Les fils mariés, d'ordinaire, demeurent encore un an, deux ans, trois ans au plus avec leur père, travaillant sous ses ordres, lui remettant tout ce qu'ils peuvent gagner et recevant de lui le vivre et le couvert. Après quoi, le fils se « sépare » ; le père lui donne de quoi construire une maison avec quelques outils, la commune lui assigne un enclos dans le village et le nombre voulu de parcelles dans les champs ; ainsi se constitue un nouveau feu. Chaque année on peut voir ainsi les villages s'allonger de quelques izbas neuves.

Ce sont les feux qui sont représentés à l'assemblée communale. La loi a beau dire que tous les individus des deux sexes âgés de 18 ans ont le droit d'y voter : le paysan voit là une absurdité. La famille est représentée par son chef naturel, qui peut être une femme ou un enfant, à défaut du père. Mais jamais la femme ou le fils n'aura l'idée même d'assister à l'assemblée le père étant présent.

Donc un ensemble de feux forme la commune. Cette commune est détentrice d'une certaine étendue de terres ; c'est là ce qui la définit, et non pas l'habitat de ses membres. Il serait absolument faux de se représenter une commune par village et inversement. Très souvent un village comprend des feux appartenant à plusieurs, à deux, trois communes ou portions de communes ; dans ce dernier cas, une commune se trouve divisée entre plusieurs villages. Pour expliquer cela, il faut d'ordinaire remonter à l'époque du servage, et la commune porte encore le nom du propriétaire dont elle dépendait. De même, des communes voisines, contiguës, ont, l'une plus de terres et l'autre moins, l'une a des prés et l'autre n'en a pas, selon que leurs seigneurs étaient plus ou moins riches. La révolution a passé sans mettre fin à ces divisions incommodes, à ces inégalités ; tant la tradition est demeurée vigoureuse. Il arrive que deux ou trois portions d'une commune, divisée entre plusieurs villages, aient chacune leurs labours propres et ne conservent plus en commun que les prés ; même alors, la solidarité communale est telle que, dans ces combats à coups de poing qui ont encore lieu dans les campagnes, les gens s'affrontent non pas village contre village, mais commune contre commune, les portions séparées venant pour cette occasion à la rescousse les unes des autres.

La commune est une collectivité de tous les instants. Elle n'est pas seulement vivante lors de ses assemblées. Ce ne sont pas des assemblées qui décident du jour où on commencera à porter le fumier, à semer, à faucher, à couper le seigle, etc. Et pourtant tout le monde ou presque, sauf raisons spéciales, y va ensemble. Nullé contrainte n'a joué. Mais, connaissant l'état des champs et, voyant le temps probable, on s'est donné le mot la veille au soir ou de grand matin ; l'accord a été presque immédiat. Il y a d'autres cas qui nécessitent des conciliabules plus sérieux ; on cause, le soir si la température le permet, devant le perron d'une izba. Il n'y a ni convocations formelles, ni président, ni ordre du jour, ni règlement, ni votes recueillis, mais chacun sait fort bien de quoi il est question, et il se crée finalement une opinion commune. A un degré supérieur, si l'on veut, se trouve l'assemblée régulièrement convoquée, qui élit son président et son secrétaire de séance. Elle se tient fréquemment, deux, trois fois par mois, d'ordinaire le dimanche matin. Les « délibérations » sont houleuses, désordonnées, les « discours » abondent en digressions, en plaisanteries, en violences, les fortes gueules ont l'air de l'emporter,

enfin le tableau extérieur d'une assemblée paysanne semble donner raison aux satiristes et aux humoristes qui veulent les ridiculiser (la tenue est-elle meilleure à la Chambre des députés?). Mais on arrive, après avoir bien divagué et crié, à une « sentence » qui la plupart du temps est fort raisonnable. Si la chose doit rester à l'intérieur de la commune, on s'en tient là, sans la moindre écriture. Si la décision prise intéresse le monde extérieur, on rédige un procès-verbal en bonne et due forme, qui est présenté ensuite au soviet, puis au comité exécutif du canton. Dans l'année, on ne compte guère plus d'une quinzaine de ces assemblées terminées par un enregistrement aussi solennel.

La commune n'a pas d'organe permanent, ni bureau, ni président, ni trésorier, qui risque d'usurper une autorité quelconque. Elle a seulement un « délégué », qui est si loin d'avoir la moindre influence qu'on choisit souvent pour cette corvée gratuite un jeune homme qui sans cela, n'étant pas chef de famille, n'aurait pas même voix au chapitre. Il convoque les assemblées et fait les démarches au soviet. La commune répartit entre ses membres les autres fonctions : le veilleur de nuit, qui, dès l'extinction des feux, commence sa ronde en agitant une crécelle. Son rôle est moins de prévenir les voleurs que de déceler les incendies. Parfois il est salarié, plus souvent il est fourni par chaque feu à tour de rôle. Pour la journée, il y a une famille « de jour en cas d'incendie » ; qui doit fournir le cheval pour amener la pompe. Une pancarte placée à sa porte indique à qui s'adresser. Mais jamais l'esprit de solidarité communale ne se manifeste aussi vivement qu'en face du feu ; à peine une fumée suspecte a-t-elle été aperçue que tout le monde se précipite, les uns portent des seaux d'eau, les jeunes gens amènent au trot la pompe, et le plus souvent, grâce à cette rapidité, à ce zèle, l'incendie est conjuré.

La commune a ses salariés : les bergers, celui qui paît les vaches et celui qui paît les brebis, car les bêtes sont toujours gardées en commun. Le berger est un personnage considérable, un homme de confiance ; de lui dépendent la conservation et la santé des bêtes. En réunion générale, on débat avec lui les conditions pour la saison : tant de pouds de farine et de pommes de terre par vache, plus quelques vêtements et un repas à tour de rôle dans chaque maison. Il faut se réunir encore pour faire les versements exigés par le syndicat pour l'assurance de ces bergers ; les paysans voient là un impôt nouveau et vexatoire. On répartit la somme entre les feux.

La commune a bien d'autres frais à faire : l'Etat lui réclame souvent de l'argent. Un bois « d'intérêt local » lui est reconnu : il faut plusieurs centaines de roubles pour en faire la délimitation. Chaque année, pour obtenir d'y faire une coupe, il faut envoyer un délégué au conservateur des forêts et payer un droit. Si l'on a besoin de l'arpenteur, il faut payer encore. Il arrive encore qu'il faille louer des

terres ou des prés à l'Etat. Il y a des dépenses plus volontaires, comme la réparation des puits, l'entretien des chemins, l'envoi d'un homme à la ville pour telle ou telle démarche, etc. Toutes ces opérations se font en commun et l'assemblée générale répartit les frais entre les feux, soit par parts égales, soit proportionnellement au nombre de bêtes, au nombre de bouches, au nombre d'hectares cultivés, selon qu'il semble dans chaque cas plus commode ou plus pratique, et non sans discussions.

Il arrive naturellement que, dans un village renfermant plusieurs communes, ces dernières trouvent intérêt à s'associer pour avoir un même berger, un même veilleur, faire tel ou tel achat. Rien de plus simple : c'est l'assemblée de toutes les communes qui se réunit et décide.

Il se réunit encore des assemblées plus nombreuses, des communes de plusieurs villages intéressés dans une même affaire : c'est par exemple l'assemblée de paroisse, pour élire un curé ou le remplacer, pour constituer le « conseil de paroisse » ou « fabrique » qui gère matériellement l'église, pour voter les fonds nécessaires à l'entretien de l'église. Ou bien c'est la « grande assemblée » de toutes les communes jouissant ensemble de certaines prairies, pour assigner à chacune sa part.

La distribution des terres

La fonction la plus caractéristique de la commune, c'est en effet d'être détentrice du sol. La famille possède à perpétuité sa maison et ses autres constructions ainsi que l'enclos sur lequel elles sont bâties, avec un petit jardin potager. Mais les champs et les prés sont communaux.

Les prés, étant des prairies naturelles, qui n'exigent ou plutôt sont réputées n'exiger aucun travail d'entretien, sont ce qu'il y a de moins approprié, ils sont souvent indivis entre plusieurs communes. Mais le grand partage a lieu, entre ces communes, pour un temps assez long, pour plusieurs années. Mais chaque année au moment de faire les foin, la commune fait les parts de ses membres. Tantôt elles sont proportionnelles au nombre de bêtes — « ce sont les bêtes qui mangent le foin » — tantôt, ce qui est plus démocratique, au nombre de bouches à nourrir dans famille. Tout le monde s'en va ensemble faucher, puis faner, chaque famille sur le secteur qui lui a été assigné. Mais une fois les meules élevées, le pré redevient communal, indivis, on mène le troupeau paître dessus.

Les terres arables au contraire sont toujours le patrimoine stable de chaque commune ou portion de commune. Et le partage entre les familles n'a pas lieu chaque année, mais tous les 9 ans, tous les 12 ans, tous les 15 ans. Le but de ces redistributions est de rétablir l'égalité qui au bout d'un temps aussi prolongé a nécessairement été rompue, certaines familles ayant augmenté et d'autres diminué. Le principe d'après lequel les lots sont attribués varie d'un

endroit à l'autre. Ici l'unité est la bouche à nourrir, là, c'est le groupe-type de 4 personnes ou « tiaglo » qui sous l'Empire servait de base à l'impôt; ailleurs c'est le nombre de bras disponibles ou une combinaison de ces divers éléments; il est des localités où on ne compte pas les femmes et les enfants pour une unité entière. Quelquefois, on permet à ceux qui le désirent de prendre une part de plus, à d'autres de ne pas réclamer toutes celles auxquelles ils ont droit d'après le principe adopté. Il arrive qu'on fixe un minimum et un maximum. Tout cela ne dépend que de la tradition et de la volonté de chaque commune.

Mais le souci d'égalité va plus loin: il y a des qualités bien diverses de terres. Comment assigner pour 12 ans à une famille une butte sablonneuse dont le travail est difficile et le rendement inférieur? Comment condamner une autre à cultiver le champ le plus éloigné du village? Alors il faut que chacun ait des parts dans chaque catégorie de terrain. Et on distingue souvent une dizaine de ces terrains divers.

Maintenant il ne reste plus qu'à se rappeler que le système de culture le plus pratiqué en Russie est l'assolement triple. La terre arable de chaque commune est divisée en trois soles: sole d'hiver, portant le seigle; sole de printemps, portant l'avoine, le lin, le sarrasin, la pomme de terre; jachère. C'est dans chaque sole que chaque famille doit avoir ses parts. À chaque unité de partage, dans chaque sole, égale quantité de terres d'égale valeur: telle est la formule à la distribution.

Sur le terrain, l'opération se pratique de la façon suivante. Chaque sole est partagée en un certain nombre de portions de valeur sensiblement équivalente et de forme aussi géométrique que possible. Dans chacune de ces portions, on mesure, généralement à l'aide d'une corde, autant de parcelles qu'il y a dans la commune d'unités de partage, par exemple de « bouches » si tel est le principe adopté, et on sépare chacune par un sillon qui sert de borne. Chaque feu recevra dans chaque portion des trois soles le nombre de parcelles auxquelles il a droit; ce chiffre est de plusieurs dizaines, il atteint parfois 50, 60 et davantage. D'un autre côté, ces parcelles, s'il y a beaucoup de parts à tailler, affectent la forme de bandes de terrain longues et étroites, parfois au point d'avoir un mètre de côté.

Enfin l'attribution de telle ou telle parcelle à tel ou tel feu est faite par tirage au sort, mais d'ordinaire pas directement: les intéressés forment des groupes représentant un nombre égal de parts, à chacun de ces groupes le sort assigne une fraction correspondante, un huitième, un dixième, etc., de la portion de sole à diviser; ensuite à l'intérieur de chaque groupe, on tire au sort les parcelles, à moins qu'on préfère s'entendre à l'amiable. D'ordinaire une famille ayant droit à plusieurs parts reçoit, dans chaque portion de sole, 4, 5, 6 parcelles contiguës, ce qui corrige sensiblement les défauts de multipli-

cité et d'étroitesse des parcelles signalés plus haut. On a facilement des lots larges d'une dizaine de mètres sur 100, 200 mètres de longueur, séparés entre eux par un sillon profond.

Ces redistributions générales, se faisant à intervalles éloignés, ne suffisent pas à maintenir l'égalité. Chaque année, certaines familles perdent de leurs membres, qui meurent, ou bien quittent définitivement le village ou bien entrent par le mariage dans une autre famille. Il y a par contre des naissances et des arrivées. Il ne s'agit naturellement pas de ceux qui s'absentent temporairement, fût-ce plusieurs années de suite, pour aller travailler à la ville, pour étudier, pour accomplir leur service militaire; dans le compte des bouches à nourrir ou des bras, ils sont réputés présents. Mais tout changement définitif dans l'effectif d'une famille doit entraîner une modification dans sa dotation foncière. Chaque année, la commune retranche à l'une les parcelles auxquelles elle n'a plus droit pour les donner à celles qui réclament un supplément. Il faut en outre fournir aux feux nouveaux, c'est-à-dire aux jeunes mariés séparés des parents, des enclos où bâtir et faire leurs potagers; quelquefois, quand il n'y a pas d'autre terrain disponible, il faut tailler dans les terres labourables, et par conséquent resserrer tous les lots d'une sole.

Toutes ces opérations ne se font pas sans objections, mais en tout cas leur principe ne soulève aucune difficulté: elles sont considérées comme normales. Bien mieux, des cultivateurs zélés ont pu, en dehors de leur lot communal, défricher à grand peine de nouveaux terrains; ils en jouissent librement quelques années, mais au prochain partage ou bien au suivant ces terrains tomberont dans le domaine commun, ils seront distribués entre tous. Le « propriétaire » dépossédé ne fera guère de résistance. À chaque partage, la population augmentant, les lots diminuent, il faut bien que la commune ait des ressources nouvelles. Et lui-même n'a-t-il pas joui quelques années des fortes récoltes d'une terre vierge? La justice communale exige ce sacrifice.

Communes et Soviets

On voit à quel point la commune paysanne est vivante et active. Si après la révolution, les ouvriers et les paysans de Russie avaient été laissés libres, ils en seraient arrivés certainement à se construire la société urbaine sur la base des syndicats et la société rurale sur la base des communes. Les dirigeants bolcheviks, intellectuels pleins de méfiance à l'égard des « travailleurs » dont ils parlent tant, ont consciemment étouffé ces deux institutions naturelles sous leur appareil politique et gouvernemental. Dans les campagnes, on a créé artificiellement des soviets qui n'ont jamais eu de vie propre. Le paysan ne comprend pas un système électoral qui enlève le droit de vote à des pères de famille expérimentés et respectés, sous prétexte qu'ils sont « riches », qu'ils

louent des ouvriers ou exploitent un moulin, et qui le donne à des adolescents ne pensant qu'à s'amuser.

Il ne prend pas au sérieux des élections qui se font à mains levées et sous la surveillance des autorités ; on sait que l'abstentionnisme atteint dans les campagnes des proportions colossales. Les soviets sont destinés, dans la pensée du pouvoir, à supplanter les communes, tout comme en France les conseils municipaux ont remplacé les assemblées communales. Le soviet, organe représentatif, administrant un groupe factice de 4 ou 5 villages, doté de fonctionnaires salariés, est naturellement plus soumis aux influences politiques, plus docile, plus domestique que la collectivité communale, qui réalise le gouvernement direct. Le soviet, en pratique, n'exprime nullement la volonté ou les initiatives des paysans ; il ne fonctionne guère que comme exécuteur des ordres d'en haut, il prépare les levées de recrues, il établit les rôles d'impositions, il prête son concours aux divers agents de l'autorité. Mais pense-t-on que les « élus de la population laborieuse » se réunissent vraiment ? Dans la grande majorité des cas où la loi exige le vote de l'assemblée plénière du soviet, le président et le secrétaire se mettent d'accord avec un ou deux membres de bonne volonté et rédigent un procès-verbal fictif dans lequel sont énumérés des assistants imaginaires et qui est envoyé aux instances supérieures. Cette inexistence du soviet en face de la vigueur de la commune a été remarquée et déplorée par bien des auteurs.

Faut-il nous en chagriner ? Nullement, à moins que nous ne soyons, comme les bolcheviks, plus attachés au principe gouvernemental et autoritaire que désireux de voir se développer la liberté et l'initiative des travailleurs. Le débat sur les avantages et les inconvénients de la commune est ancien et encore pendant ; il serait trop long de le reprendre dans toute son ampleur. En deux mots cependant, nous dirons ceci. Il faut distinguer le côté économique et agronomique de la question et son côté social et politique.

La commune est accusée d'entretenir des vices comme l'étroitesse, la multiplicité et l'enchevêtrement des parcelles, d'obliger ses membres à commencer et terminer ensemble les principaux travaux, d'abolir à cause des redistributions tout stimulant à l'amélioration du sol, de perpétuer la pratique ruineuse de l'assolement triple, etc. Mais ces vices ne sont pas tous inhérents au système communal : la commune peut fort bien adopter un assolement perfectionné ; rien ne l'empêche en enlevant à une famille une terre qu'elle a améliorée, de lui donner une juste compensation ; on se plaint de l'enchevêtrement des parcelles dans bien des pays où le sol est propriété individuelle et d'autre part on observe en Russie une tendance à réduire le nombre des parcelles, à les grouper en lots plus importants, quitte à compenser la qualité par la quantité. Tous ces

remèdes sont possibles et sont pratiqués en effet, sans nuire le moins du monde au caractère essentiel de la commune. Bien mieux, si une commune retardataire peut entraver les efforts progressifs d'une minorité de ses membres, une commune progressive entraînera dans ses innovations des familles qui autrement auraient encore croupi des années dans la routine. Le cas n'est pas rare.

Socialement, la commune, disent les bolcheviks, est conservatrice, anti-révolutionnaire, facilement dominée par les koulaks. Cependant Stolypine désirait la commune comme un foyer révolutionnaire à détruire, comme un facteur égalitaire empêchant la formation d'une bourgeoisie rurale. Cependant en 1917-1918 les communes ont spontanément opéré le partage des grands domaines et ensuite des fermes appartenant à cette nouvelle bourgeoisie rurale. Et aujourd'hui encore l'organisation communale agit dans le sens du nivellement : 1° par le partage égalitaire des labours et des prés, phénomène d'une importance colossale ; 2° par l'énorme supériorité numérique des paysans moyens ou pauvres dans les réunions publiques ; 3° par ses traditions très fortes de solidarité et de morale communale. Le dilemme tragique qui se pose actuellement devant les dirigeants du parti communiste, et qui a causé en partie sa scission en deux fractions ennemies est celui-ci : gouverner en faveur du paysan pauvre, c'est d'abord presque impossible pratiquement au point où l'on en est et ce serait, en cas de réussite, créer des difficultés insurmontables aux achats de céréales pour la consommation intérieure et pour l'exportation, arrêter net tout progrès agronomique, ruiner en un mot l'économie rurale et tout le pays : d'où l'« Enrichissez-vous ! » de Boukharine. Oui, mais permettre cet enrichissement, ne pas faire la guerre au paysan aisé, progressif, conscient, flétri du nom de koulak, ne pas l'écraser d'impôts et de réquisitions, c'est tolérer la formation d'une formidable bourgeoisie rurale qui fera de plus en plus dévier la révolution « prolétarienne » : d'où la « guerre au koulak » de Trotsky. Ce dilemme est insoluble avec les recettes de l'une et de l'autre fraction. Le gouvernement soviétique vient d'essayer successivement des deux méthodes ; il n'a abouti qu'à désorganiser l'agriculture et créer une formidable crise.

La commune seule, laissée libre, mais conseillée, encouragée, approvisionnée, porterait l'économie rurale à un haut degré de prospérité et permettrait un enrichissement collectif qui ne creuserait jamais un abîme entre ses membres. Cette commune, en présence non plus d'un État parasite qui s'ingénie de toutes façons à la dépouiller du fruit de son labour, mais d'une classe ouvrière organisée en syndicats, mais de coopératives véritables échangeant à un taux équitable les produits manufacturés contre les produits agricoles, n'aurait nulle raison de souhaiter le retour d'un régime bourgeois.

UN AMI DE MOSCOU

Une lettre d'Alma-Ata

Le VI^e Congrès de l'I. C. vu par Trotsky

Le journal allemand Le Drapeau du Communisme a publié, le 5 octobre, une lettre où Trotsky émet quelques « remarques provisoires » sur le VI^e Congrès de l'Internationale Communiste, qu'il a suivie, dans son exil, par le compte rendu de la Pravda. Voici la traduction de cette lettre :

Alma-Ata, le 9 septembre 1928.

Cher Camarade,

Vous me demandez mon opinion sur le VI^e Congrès de l'Internationale communiste. Je n'ai pas en mains jusqu'à maintenant le texte définitif du programme, ni des résolutions du congrès, à l'exception de celle sur la tactique, adoptée après lecture du rapport de Boukharine, que j'ai reçue hier. Comme on le sait, les projets de résolutions ne furent pas publiés afin de ne pas permettre à ceux qui sont « de l'autre côté » de les comparer avec les textes définitifs. Aussi, une partie considérable des discours semble au lecteur contenir des allusions à des choses que tout le monde ignore. Un jugement définitif ne pourra être établi qu'après avoir reçu toutes les résolutions. Pour le moment, je me bornerai à quelques remarques provisoires.

1^o Le Congrès tenta de fixer une nouvelle ligne de conduite, sans en avoir fini avec l'ancienne. Et, automatiquement, toutes les deux se heurtèrent. Dans beaucoup de questions, des points de départ opportunistes, révisionnistes, ont abouti à des conclusions tantôt opportunistes, tantôt extrême-gauchistes. Le congrès changea de couleur rien qu'au cours du mois qu'il dura; il se colora plutôt en « gauche ». Les expressions les plus opportunistes sur la stabilisation sont contenues dans le premier rapport de Boukharine. Mais, à la fin des thèses votées en conclusion de ce rapport, des paroles ont été ajoutées « sur la possibilité de changements historiques brutaux ». Elles ont été extraites mot pour mot de nos documents, mais elles ne comportent aucun exposé de motifs caractérisant l'époque impérialiste.

En dehors d'un afflux de nouveaux éléments coloniaux, venant surtout d'outre-mer, et d'autres tendances fraîches qui apparurent dans les discours et les propositions de beaucoup de délégués, l'esprit général de la direction du congrès et de ses résolutions fut celui de l'éclectisme et de « l'épigonisme ».

2^o Malgré que je ne possède pas encore le texte définitif du programme, il est clair, dès maintenant, que les choses ne sont pas allées plus loin que la dissimulation des parties les plus vides.

Le programme est la consécration de l'éclectisme; il sera donc la cause de toutes sortes d'abcès opportunistes, révisionnistes, et ultra-gauchistes. De même que les résolutions du congrès en général, il inaugure une période de forte différenciation au sein de l'I. C.

3^o Pendant tout le temps de son travail, le congrès s'est occupé de l'Opposition. Il s'est passé sous le signe de la défense contre nous. De là sa note particulière d'insécurité. Dans chaque question, il s'est assuré des réserves. Celui qui le voulait, acceptait la thèse; celui qui ne le voulait pas, se servait de la réserve. En tout cas, dans la salle des séances, l'Op-

position forma un des « secteurs » les plus importants, malgré qu'il semble qu'il n'y eut pas de représentants de l'Opposition. Dans la question du programme, seul Alfonso, le délégué de l'Indonésie, parla nettement dans notre sens. (*Pravda*, n^o 191.)

4^o La question de la stabilisation fut jugée différemment à divers moments du congrès, de nouveau influencé par notre position sur ce point. Pour l'Europe et pour l'Amérique, la stabilisation fut tournée de telle façon qu'on puisse la présenter comme « organique » et non comme « occasionnelle » (Boukharine). Cette position absurde permet de tirer aisément des conclusions rompant avec l'appréciation léningiste de l'époque impérialiste. (Voir le deuxième chapitre de ma critique du programme.) En même temps, on annonce « qu'en Chine la révolution continue ». Celui qui pense qu'après les défaites subies, la Chine traverse une période assez étendue, entre deux révolutions, celui-là est un liquidateur.

5^o Aucun programme de revendications transitoires ne fut fourni pour la période de la « stabilisation organique », à l'exception du mot d'ordre de lutte contre la guerre.

6^o Le mot d'ordre de lutte contre la guerre est posé d'une façon isolée, mécanique, à la manière boukharinienne. On demande aux Partis de concentrer toutes leurs forces dans cette lutte. Comme s'il y avait pour la lutte contre la guerre un secret spécial qui ne fût pas contenu dans toute lutte révolutionnaire juste contre la bourgeoisie et son Etat.

Boukharine pose la question de la lutte contre la social-démocratie exactement de même : « Nous avons déjà appris beaucoup de choses, mais nous n'avons pas encore appris à lutter contre la social-démocratie. » Comme si la lutte contre la social-démocratie était un art particulier, indépendant de l'exacte ligne de conduite révolutionnaire.

7^o S'il n'est pas donné de programme de revendications transitoires, par contre, la lutte pour le pouvoir est remise aux calendes grecques. On présente comme une tâche des plus importantes des sections européennes... la lutte pour la révolution chinoise. Mais il n'y a pas à présent de révolution en Chine; il y a là-bas une contre-révolution. On ne sait pas quand la révolution y renaîtra. En Europe même, la perspective d'une révolution est, pratiquement, entièrement effacée.

8^o Le rapport de Kusinen sur les pays coloniaux et semi-coloniaux eut un caractère tout à fait honteux. Le pauvre a simplement vomie le menchevisme non digéré. Martynov eut le plaisir de s'entendre parler tel qu'il était il y a vingt ans. Le fait que le congrès n'ait pas chassé Kusinen de la tribune avec un balai salé est déjà menaçant par lui-même.

9^o La question des partis « paysans » ou « ouvriers et paysans » demeura ouverte. On n'osa pas toucher à l'Internationale paysanne. Des voix s'élevèrent en faveur de la création de partis de ce genre, où entreraient les Partis communistes. Les objections à cela n'eurent pas un caractère de principe, elles furent lâchement limitées. Je ne sais pas encore si cette question s'est renflée de quelque façon dans les résolutions. En fait, c'est là une question de vie ou de mort pour les Partis communistes coloniaux, et même pour toute l'I. C.

10^o Le mot d'ordre de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » est transformé définitivement en une abstraction super-historique pour les quatre cinquièmes de l'humanité (Asie, Afrique, Amérique du Sud). Les débats du Congrès, même, d'après les comptes rendus épurés, lissés, repeints, de la *Pravda*, montrent, sans aucun doute, que « la dictature démocratique des ouvriers et des paysans »

c'est la voie du Kuomintang, avec toutes les variations historiques possibles.

11° J'estime nécessaire de citer ici, à ce sujet, les paroles vraiment rajetunissantes de Martynov :

« De l'avis de Boukharine, nous sommes, avec l'Inde, à la veille de la transformation de la révolution bourgeoise et démocratique en révolution socialiste. Mais c'est pourtant ce que Radek avait dit de la Chine. Où restent alors la lutte contre l'impérialisme? la lutte pour la libération nationale? l'étape de la dictature anti-impérialiste des ouvriers et des paysans? Elles disparaissent. »

La lutte contre l'impérialisme « disparaît » parce qu'elle est conduite sous la dictature du prolétariat. C'est ainsi que chez nous la révolution agraire serait « disparue » parce qu'elle n'aurait été faite qu'après le coup d'Etat d'octobre.

12° La Ligue anti-impérialiste subsiste, comme un super-Kuomintang, comme une arène sur laquelle les aventuriers et les arrivistes des pays coloniaux et impérialistes pourront rafraîchir leur réputation au détriment des peuples opprimés et du prolétariat. Il suffit de dire qu'un des représentants de cette ligue parlementaire, de cette ligue de Carnaval, est le demi-Purcell Maxton, pour qui l'agence Tass fait autant de réclame qu'elle en fit, en son temps, pour Purcell.

13° Déclarant simplement que la révolution chinoise « continue », les chefs furent ainsi débarrassés du devoir de fournir au Parti communiste chinois un programme d'action pour la période stolypinienne de Tchâng-Kai-Chek, dans laquelle la Chine se trouve actuellement. Les mots d'ordre transitoires les plus nécessaires ne furent pas établis : expropriation des propriétaires fonciers, journée de huit heures, abrogation des traités inégaux. La lutte pour ces mots d'ordre, menée aussi au Parlement (quand le Parlement sera établi), doit conduire, dès que la révolution s'enflammera de nouveau, à la création de soviets et à la bataille pour la dictature du prolétariat, appuyée par les miséreux des campagnes et des villes. Par contre, nos héros sautent par-dessus la période réactionnaire actuelle de l'évolution de la Chine; ils tentent de boucher tous les trous de leur stratégie avec la panacée de la dictature démocratique, qui a dans ce pays une signification nette : la dictature du Kuomintang.

Le rapport de Mamoulsky n'est remarquable que par la personnalité du rapporteur. Les choses sont bien avancées, si l'on pousse sur la scène cet Arlequin que personne ne prend au sérieux, ses mandants moins que les autres, en le présentant comme l'avocat général, comme le gardien de la doctrine marxiste et de l'enseignement bolchevik. Ici la lutte contre l'Opposition descend au niveau des recueils d'anecdotes de la vie nationale et autres. C'est un pas imprudent. Le groupement qui désigne Mamoulsky pour défendre ses idées prouve qu'il est arrivé à l'extrême limite.

14° Le rapport de Varga présente, en les posant prudemment, des matériaux expliqués sous le point de vue du « socialisme dans un seul pays », mais de façon que l'auteur ne puisse être rendu entièrement responsable de cette théorie. Varga est beaucoup trop éduqué théoriquement pour ne pas comprendre que toute cette conception ne tient pas debout.

Lorsqu'au printemps de 1926 j'étais à Berlin, Varga m'a dit, en présence de Lapinsky et de Krestinsky, littéralement ce qui suit :

« Cela se comprend que cette théorie est fautive. Mais elle donne à l'ouvrier russe une vue d'avenir et soutient son moral. Si cet ouvrier était suffisamment développé pour s'enthousiasmer pour des vues d'avenir international, nous n'aurions pas besoin de la

théorie du « socialisme dans un seul pays ». Et un mot, c'est un mensonge de pasteur, mais c'est le salut. »

Dans l'I. C., Varga est un théoricien à la Polonius, de Hamlet. Il est prêt à démontrer théoriquement que les nuages ressemblent à un chameau, ou à un poisson, ou, si cela plaît au prince, au « socialisme dans un seul pays », en général, à ce que l'on veut. L'I. C. possède tout un détachement de Polonius de ce genre.

15° Les thèses constatent la « bolchevisation et la consolidation interne » des Partis, et la « suppression de la lutte intérieure ». Mais le congrès, même quand on l'examine par la grille de la censure des rédacteurs, offre un tableau d'un tout autre caractère. Une lutte violente et sourde se déroule sur toute la ligne. Des groupements fractionnels, petits et grands, manifestèrent leur existence dans les délégations d'Allemagne, d'Angleterre, de Pologne, des Etats-Unis, de Roumanie, de Yougoslavie, etc. La délégation de l'U. R. S. S. ne fit naturellement pas exception; au contraire, elle transporta la division dans les autres délégations. Des plaintes se firent entendre dans une infinité de discours sur la dure bataille des fractions, bataille « qui ne se justifie pas par des grandes divergences politiques ».

16° Mais personne ne se donna la peine de se demander pourquoi la « lutte fractionnelle » dévore l'I. C. « consolidée intérieurement ». La réponse est claire. Actuellement l'I. C. s'appuie sur un bloc de la droite et du centre, ou, pour parler plus exactement, elle s'appuie sur la fraction opportuniste. La situation en U.R.S.S. et le régime de l'I. C. retardèrent le développement des divergences d'opinion de ce groupement, tandis que la lutte des classes rendait insupportable cette coalition, tirillée de divers côtés. C'est de là que vient la dure lutte fractionnelle en l'absence de « d'importantes divergences politiques ».

17° Il fut parlé plus d'une fois au congrès de l'intégration de la social-démocratie dans l'Etat capitaliste. Incôntestablement, la bureaucratie social-démocrate et syndicale est forcée, en raison de la situation des couches petites-bourgeoises prises entre la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat, de se charger, à tous les moments critiques, dans toutes les questions importantes, de la responsabilité directe de l'Etat bourgeois. Mais, par là même, la bureaucratie social-démocrate laisse sa place à une nouvelle couche petite-bourgeoise.

Cette place est occupée en partie par la social-démocratie de gauche, et pour une grande part, par l'aile droite de l'I. C. En Chine et en Angleterre, nous avons vu cela sous la forme classique la plus achevée. Mais les mêmes tendances existent aussi dans d'autres pays. C'est le Parti communiste de l'U. R. S. S. qui forme la base de cette situation.

Dans les groupements centristes de gauche de l'I. C., nous voyons fréquemment un tableau défiguré des tendances prolétariennes qui ne parvient pas à s'exprimer légalement sous le régime actuel, en raison de la destruction automatique de l'Opposition.

La différenciation des tendances prolétariennes et des tendances petites-bourgeoises dans l'I. C. est absolument inévitable et imminente.

18° Là-dessus viennent se greffer les thèses concernant la « victoire sur l'Opposition trotskyste ». Il a déjà été dit plus haut que tout le congrès s'est passé sous le signe de la défense contre nous. Nous avons déjà repris l'attaque dans le domaine des idées, sur tout le front international. Seuls des imbéciles ne laissant plus aucun espoir peuvent s'imaginer, et seuls des bureaucrates hypocrites peuvent confirmer, que les résolutions du VI^e Congrès, ap-

prouvant celles du XV^e Congrès du Parti communiste de l'U. R. S. S., signifient la « fin de l'Opposition ». Non, la fin est encore bien loin. L'Opposition ne fait que commencer.

19° Cette résolution contient une tentative piteuse pour nous accoler le groupe des « aventuriers de Suhl », qui avec des ouvriers induits en erreur, sont passés de l'Opposition à la social-démocratie. Je n'expliquerai pas ici pourquoi, parfois, de bons ouvriers révolutionnaires sont placés dans toutes sortes d'impasses dont ils ne peuvent pas sortir par leurs propres moyens. La faute en est entièrement à la direction de l'I. C. Evidemment, elle nous atteint aussi, indirectement : nous n'avons pas su, jusqu'à présent, exposer nos conceptions d'une manière suffisamment claire, résolue et concrète, en les adaptant à la situation de chaque pays. Mais une chose est claire : un certain groupe qui était venu, pendant un certain laps de temps, à nous et à nos anciens alliés du bloc (Zinoviev et Cie), est passé aux social-démocrates; nous n'en sommes ni plus ni moins responsables que les chefs du régime actuel ne le sont des affaires de Smolensk, Artemovsk, Chakhty, etc., qui se sont produites sous leur direction.

Si nous portons la responsabilité du reniement du groupe de Suhl, nos accusateurs ont à répondre de la fraction des Malakhovtzy.

20° Le congrès a montré de nouveau la fausseté des apparences vulgaires. En atténuant les divergences d'opinion, avec un ton hypocrite, on peut bien se glisser dans le Centro-Soyous (Union centrale des coopératives), mais pas dans l'I. C. Le rétablissement de l'unité de l'I. C. doit être précédé d'une épuration interne profonde. Les chefs actuels ne dirigeront pas cette épuration; ils en seront les premières victimes. Ils le savent très bien. Aussi les pacificateurs naïfs ne recevront que plaies et bosses. Pas de concessions à la pacification vulgaire! Au contraire, lutte inébranlable pour le rétablissement de l'unité révolutionnaire de l'I. C., sur la base d'une épuration de principe!

Les divergences profondes d'opinion qui déchirent l'I. C. et qui apparaissent même à travers le compte rendu censuré du VI^e Congrès, prouvent qu'il est impossible de parler de notre isolement. La sourde lutte des fractions dans tous les partis se transformera, sous la pression des événements et de notre critique, en un combat entre des lignes de conduite claires. La ligne du prolétariat adoptera nos constatations comme les seules possibles.

Voilà mes impressions provisoires, à la lecture du compte rendu de la Pravda.

Je vous serre la main,

Votre,
Léon TROTSKY.

Le Collier de Perles

...C'est d'eux [les patrons] qu'est venue l'initiative de toutes les améliorations de la vie ouvrière depuis un siècle sans exception, y compris l'une des dernières en date, celle des allocations familiales.

(CHARLES GIDE, *L'Emancipation*, du 25 juin.)

...Il symbolise à mes yeux le 4 septembre. On n'imaginait pas la bohème sinistre qui gravitait autour de Gambetta, de Hugo, de Rochefort, et dont mon père n'a donné qu'une faible idée dans ses fameuses Lettres à un absent. Quelques-uns comme Gill, Puissant, Valès, avaient du talent. Mais quelles âmes de boue!

(LÉON DAUDET, *L'Action Française*, du 7 octobre.)

Chiappe, préfet d'Empire

Quand le nommé Chiappe fut bombardé préfet de police, la presse de gauche nous apprit que Paris devait se réjouir. Pensez ! ce « bourg pourri de la réaction » était doté d'un préfet républicain.

Si les travailleurs parisiens ont pris cela argent comptant, leur joie fut de courte durée.

Le mardi 23 août 1927, le soir de l'assassinat de Sacco et de Vanzetti, une manifestation était organisée sur les grands boulevards. Les ouvriers de Paris et de la Banlieue y venaient en foule. Des rues étroites coulaient en flots noirs les hommes, les femmes, les gosses; tous, ce soir-là, voulaient crier leur colère au cœur du Paris bourgeois. Mais dès le début de la soirée, les flics avaient envahi les boulevards et en interdisaient l'accès. Je ne sais quels ordres ils avaient reçus du nommé Chiappe, mais je sais qu'ils se montrèrent plus provocants et plus brutaux que jamais. Le flot des manifestants pressait-il un barrage? C'était la charge, violente, féroce, les coups de matraque, de pèlerines garnies de plomb, les coups de cannes des « civils ».

Il arriva que les manifestants se regroupèrent dans les rues avoisinant les boulevards. Il arriva, qu'exaspérés par les « matraquades », ils firent voler les grilles des arbres du boulevard Sébastopol dans les vitres des grands magasins. Il arriva que les habitués des lieux de plaisir de Montmartre et des cafés des Champs-Élysées entendirent le fracas des glaces qui s'effondraient. Par la grâce du nommé Jean Chiappe, cette soirée du 23 août 1927 fut une soirée d'émeute.

C'était un début. Le lendemain, bien des préfets de police eussent sauté. On garda Chiappe à condition qu'il entreprenne « l'épuration de Paris ».

Les hôtels ouvriers furent, au petit jour, envahis par argousins; les rues des quartiers ouvriers furent, le soir, sillonnées de rafles : flics et inspecteurs établissaient des barrages qu'on ne pouvait franchir que sur présentation des pièces d'identité. Pas de pièces, ouste, vous étiez emballé pour le dépôt. Les sorties de cinémas furent ainsi filtrées; chaque soir, des centaines d'arrestations arbitraires eurent lieu. Malheur au réfugié politique pris dans le filet, il était expulsé le lendemain, à moins que ce ne fût un Russe blanc. Le nommé Chiappe a institué à Paris et en banlieue un vrai régime de terreur.

Chiappe alla jusqu'à l'interdiction pure et simple de toute manifestation dans les localités de banlieue où, jusqu'ici, les organisations ouvrières avaient pu se réfugier. Lors de la dernière en date, celle de Saint-Denis, dès 7 heures du matin, tous les accès étaient barrés par les flics. Près de 2.000 arrestations furent opérées. Lors de la manifestation d'Ivry, Chiappe rétablit la lettre de cachet pour embarquer, la veille au soir, les promoteurs de la manifestation. Hier encore, les membres des organisations unitaires du bâtiment ne purent accompagner au cimetière les cadavres des victimes de l'entrepreneur de Vincennes.

Il n'est pas jusqu'aux séances privées de cinéma organisées par les « Amis de Spartacus » qui n'aient subi l'arbitraire éhonté de Chiappe. Alors que les théâtres peuvent jouer leurs cochonneries, les éditeurs publier des livres orduriers, alors que les patronages catholiques projettent en séances privées, comme ils en ont le droit, les films qui leur plaisent, censurés ou non, Chiappe interdit aux « Amis de Spartacus » de faire connaître le cinéma soviétique à leurs adhérents.

La presse, celle de gauche comprise, ne cesse de chanter la louange de Chiappe. Grâce aux fonds secrets dont il est le dispensateur, des dizaines d'articles sont écrits à sa gloire, pas seulement à genoux, mais à plat ventre. Ce préfet républicain, ce préfet de gauche s'est révélé l'homme de la bourgeoisie. Préfet du Cartel, il devait se conduire comme un préfet d'Empire. Il a une presse d'Empire.

Mais tout à une fin. Que le nommé Chiappe continue à étouffer les libertés conquises par la classe ouvrière parisienne! Cela promet, pour un jour ou pour un autre, une belle explosion. La bourgeoisie a replacé sa confiance dans les « hommes à poigne ». Les prolétaires parisiens ont déjà maintes fois montré que, lorsqu'ils le veulent, les « hommes à poigne » ne pèsent pas lourd entre leurs mains. Plus leur « poigne » s'est fait sentir, moins ils pèsent lourd. — M. GH.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

L'AFFAIRE RAMBAUD

Le Réseau de l'État contre les droits des Cheminots

Le 2 août, vers 1 h. 15 du matin, l'express Paris-Brest dérailla au moment d'entrer en gare du Mans. Cinq postiers et un voyageur furent tués. Il y eut de nombreux blessés.

Accusé d'un excès de vitesse, le mécanicien Huguen, conduisant le train, fut mis sous mandat de dépôt.

Cette accusation ne reposait que sur des présomptions ou sur des témoignages oculaires sujets à caution dans de pareilles circonstances. La bande du tachymètre, ou indicateur de vitesse, avait, en effet, mystérieusement disparu.

Le surlendemain, 4 août, paraissait dans l'*Humanité* une interview de Rambaud, militant de la Fédération Unitaire des Cheminots, employé à la Compagnie des Chemins de Fer de l'État et délégué du personnel au Conseil Supérieur des Chemins de Fer.

Dans cette interview, après avoir critiqué la composition même du train et son poids, supérieur à la limite autorisée, Rambaud accusait nettement un inspecteur de la traction d'avoir fait disparaître la dernière partie de la bande du tachymètre. De cette façon, il devenait difficile au mécanicien de prouver qu'il n'avait pas commis d'excès de vitesse. La responsabilité de l'accident lui incombait et celle de la Compagnie était déglagée.

L'inspecteur accusé fut reconnu coupable de « manque de sang-froid et de légèreté » et il fut mis à la retraite d'office.

Mais, en même temps, la Compagnie poursuivait Rambaud devant le Conseil d'Enquête, aux fins de révocation, pour avoir « fait publier dans un journal politique, ses propres appréciations sur l'Administration qui l'emploie, appréciations qui constituaient une violente diatribe et comportaient de véridiques accusations ».

Dans sa réponse au questionnaire écrit qui lui fut soumis, Rambaud fit la distinction bien nette qui existait entre le commis de 2^e classe, salarié de la Compagnie, et le délégué au Conseil Supérieur des Chemins de Fer, représentant et défenseur des intérêts de l'ensemble des cheminots.

Ces poursuites soulevèrent une émotion intense chez l'ensemble des cheminots et notamment parmi le personnel de la traction, mécaniciens et chauffeurs. Les protestations se couvrirent de signatures, et cela jusque dans de petits dépôts de Compagnies où les Unitaires ne représentent encore qu'une minorité.

Ce fut une belle manifestation de l'esprit de solidarité et de défense ouvrières.

Entre temps, le mécanicien arrêté avait été remis en liberté. Mais cela ne suffisait pas à calmer l'agitation.

Le Conseil d'enquête avait été convoqué pour le 7 septembre. Les délégués du personnel qui apparte-

naient tous à la classe moyenne des cheminots, refusèrent de siéger. Gifle au Réseau, qui passa outre, mais n'osa pas aller jusqu'à l'exécution de sa menace.

Rambaud fut frappé de la peine du « dernier avertissement ».

Quelle fut l'attitude des autres organisations de cheminots à l'occasion de cet incident qui aurait dû et pu faire le front unique des cheminots pour la défense de leurs droits directement attaqués?

La Fédération des Mécaniciens et Chauffeurs se montra, comme d'habitude, l'auxiliaire zélée des dirigeants et parla « d'incidents regrettables causés par la hâte apportée par le syndicat unitaire dans ses déclarations contre la Compagnie » et « du résultat déplorable d'indisposer un peu plus les Compagnies à notre égard... » Position prévue. Pas de déception.

Mais les confédérés ? Dans leur *Tribune* du 15 août, alors que l'inspecteur coupable d'avoir enlevé la bande avait été frappé depuis longtemps, Bidegaray pose à plusieurs reprises la question : « Qui a enlevé la bande du tachymètre ? » Dans quel but rouvrir cette question ? Silence complet de l'organe confédéré sur la violation flagrante du droit syndical. Et les unitaires accusent Le Guen « d'avoir colporté le bruit que Rambaud était traduit devant le Conseil d'Enquête pour absence illégale » et non pour son interview.

Il y a là, comme dans de nombreux conflits avec le patronat, qui devraient être un motif de réconciliation, tout au moins momentanée, toute une sale petite cuisine, de sales petites vengeances, de mesquines rivalités, dont la classe ouvrière supporte les conséquences et que rien ne justifie.

Pour en revenir à l'affaire, la Fédération Unitaire a déclaré qu'elle ne considérait pas l'incident comme clos, et sans indiquer les moyens dont elle entend se servir, son Conseil fédéral a décidé de poursuivre l'annulation de l'illégale comédie du Conseil d'Enquête, et, par conséquent, la reconnaissance totale du droit de critique aux délégués au Conseil Supérieur des Chemins de Fer.

Paul BERLOT,

*Secrétaire de propagande du réseau Est,
Membre du Conseil fédéral des Cheminots.*

La quinzaine syndicaliste

Les chauffeurs-conducteurs exclus par leur Fédération

Peu de temps après le Congrès du Livre-Papier unitaire, où Dudilleux, secrétaire de la C. G. T. U, fit, à propos du cas des typographes parisiens, les déclarations si nettes que nous avons reproduites dans notre dernier numéro, voilà un Syndicat unitaire, le Syndicat des chauffeurs-conducteurs-mécaniciens, un des plus vieux Syndicats de la région parisienne, exclu de la Fédération Unitaire de l'Éclairage et des Services publics, et voilà son exclusion ratifiée par le Congrès de ladite Fédération.

Le motif invoqué pour refuser les timbres à ce Syndicat est qu'il a accepté dans son sein les quatre militants minoritaires exclus du Syndicat des Producteurs et Distributeurs d'énergie électrique à la suite des circonstances que les lecteurs de la R. P. connaissent : Bouveyron, Martzloff, Maure et Kéraudy.

Un Syndicat n'est donc plus libre d'accepter les adhérents qui lui paraissent dignes d'entrer dans ses rangs ? Il paraît que non. Le Syndicat des Chauffeurs-Conduc-

teurs aurait dû se soumettre à la décision prise par le Syndicat des Producteurs contre des militants sans tâche, sous un prétexte grossier, militants dont Busine, secrétaire fédéral, n'a pas craint d'écrire *qu'ils ne pouvaient plus appartenir à la C. G. T. U.*

On saisit là, sur le vif, la mentalité qui aboutit à transformer, dans la pratique, les Syndicats unitaires en de purs succursales du Parti communiste. Car, seule, l'indignité réellement constatée peut interdire à un ouvrier l'entrée d'un Syndicat, par exemple avoir fait le jaune pendant une grève, ou bien avoir emporté la caisse, ou bien être l'agent du patron. Nos camarades ne sont coupables d'aucun de ces délits. Ils ont été exclus du Syndicat des Producteurs pour « calomnies contre un secrétaire », pour crime de lèse-Salom. Sur l'affaire de vol dans la caisse du Syndicat, où Salom se trouvait mêlé, la lumière n'est pas faite. Les « calomnies » ne sont pas établies. Les organisations centrales se sont dérobées à toute enquête sérieuse. Tout cela parce que l'on sait bien que l'exclusion de Bouveyron, de Marizloff, de Maure et de Kéraudy a été prononcée contre ces camarades parce qu'ils sont minoritaires.

C'est Busine, vous savez bien, celui qui a reconnu avoir fait le jaune pendant une grève de sa corporation, qui, aujourd'hui, décrète que quatre militants auxquels on ne peut rien reprocher sur le terrain de l'action syndicale, *ne peuvent plus appartenir à la C. G. T. U. !*

C'est Dubois, candidat du Parti communiste aux dernières élections législatives, qui fait ratifier par le Congrès fédéral la décision de cesser toutes relations avec le Syndicat des chauffeurs-conducteurs coupable de s'être honoré de l'adhésion de quatre partisans de l'indépendance du syndicalisme.

Allons, Dudilleux, vous qui avez déclaré au Congrès du Livre-Papier « *que la C. G. T. U. se refuserait à exclure un Syndicat pour délit de tendance, et qu'elle continuerait à reconnaître ce Syndicat, même exclu par sa Fédération* », le moment est venu de montrer que ça n'a pas été là une déclaration de circonstance, le moment est venu de montrer que vous avez encore le souci de ne pas réduire la C. G. T. U. à une secte composée des seuls communistes et sympathisants.

Le Syndicat des Casquetiers a été exclu par sa Fédération, et vous n'avez pas pipé. Un deuxième Syndicat se trouve maintenant dans la même situation. Qu'allez-vous faire?

**

Ouvriers et Paysans au Mexique

Dans ses *Notes Economiques*, Louzon a montré que le meurtre du président Obregon était un épisode de la lutte entre les ouvriers et les paysans mexicains.

Notons les faits et renseignements qu'apporte, dans un dernier numéro de la revue de l'I.S.R., un article de Vinogradov.

Au cours de l'année 1927, la C. G. T. mexicaine (C.R.O.M.) déclencha deux grèves politiques, provoquées par des modifications législatives imposées par Obregon et qui avaient pour but de limiter l'activité de la C.R.O.M. et de ses militants.

C'est dans l'Etat de Puebla que la lutte entre les ouvriers et les paysans, entre la C.R.O.M. et les partisans d'Obregon, semble avoir été la plus vive. Des membres de la C.R.O.M. auraient chassé de l'usine textile « El Carmen » tous ceux des ouvriers qui étaient unis par un lien économique ou de parenté avec les villages voisins. Le gouverneur obregoniste fut tué par des membres de la C.R.O.M.

« Dans l'Etat de Puebla, écrit Vinogradov, le 15 juillet de cette année, les ouvriers textiles dirigés par la C.R.O.M. ont attaqué un train qui transportait vers la capitale des délégations paysannes se rendant à une démonstration en l'honneur d'Obregon. »

Mais tandis que Louzon nous a montré la « tension profonde » entre « deux classes, dont l'union a fait la révolution, mais qui sont et demeurent économiquement très différentes », le porte-parole de l'I.S.R. prétend qu'il n'y a pas « antagonisme des intérêts de classe » mais : « haine entre leaders des différentes classes qui ne sont pas tombés d'accord sur leur part respective dans l'assiette au beurre. »

Vinogradov nous révèle un fait très important et contre lequel il proteste : jusqu'à ces derniers temps, le parti communiste mexicain a soutenu Obregon, l'homme des paysans.

Nous devons nous demander si cette attitude des communistes mexicains n'est pas un prolongement des conséquences de la victoire du koulak en Russie. Dans l'état de domestication des sections de l'Internationale communiste, on peut tout voir : même les communistes mexicains soutenant Obregon contre la C.R.O.M., organisation syndicale réformiste c'est entendu, mais organisation ouvrière quand même.

M. CHAMBELLAND.

Courrier de la Ligue

Aubervilliers, 22 octobre.

La division qui règne dans les groupements politiques et les syndicats, nous l'avons connue de tout temps dans le Nord, et la grève actuelle ressemble comme sœur jumelle à celle de 1903.

Cette grève était partie, elle aussi d'Halluin, Armentières, Honplines, etc. Halluin adhérait au syndicat du textile de Roubaix comme section, et avait comme secrétaire... Vandeputte, l'actuel secrétaire de la Fédération confédérée du Textile. Le syndicat de Roubaix n'ayant pas voulu soutenir les grévistes d'Halluin, Vandeputte en personne est venu rendre visite aux anarchistes-syndicalistes, au « Palais du Travail », pour leur demander leur appui.

L'effervescence était autrement grande et puissante qu'à présent. Les syndicats n'étaient pas divisés au point de former trois C. G. T., et si nous combattons avec passion, avec toute l'ardeur de notre jeunesse, jamais, sauf dans des cas concrets, nous ne nous traitions de « vendus au patronat ». Les réformistes d'alors, (il y a 25 ans, et beaucoup sont encore aux mêmes places!) étaient contre la grève. Le Comité national se réunit pour décider de la grève générale dans le Nord. Les révolutionnaires furent en minorité.

(Il serait curieux de revoir le compte-rendu officiel et Vandeputte est aujourd'hui bien placé pour vous fournir ce document).

Quand, le soir même, au syndicat des teinturiers-apprêteurs, nous rendimes compte au Comité National de remettre à six mois la grève générale, ce ne furent que des « vive la grève! » dans la salle.

Que devons-nous faire? Ecouter la voix des miséreux, de ceux qui, en moyenne, ne gagnaient pas plus de 15 francs par semaine? (pour ne parler que du gain et non des misères et des souffrances morales des salaires des usines du Nord.) Ou écouter la voix de ceux qui ne vivaient plus cette misère?

Nous n'avons pas eu... l'insensibilité des Renard, des Decock, des Pierpont, etc., de l'école Keufer. Nous primes fait et cause pour les grévistes. La grève fut brisée par une répression féroce.

En ce temps-là, comme aujourd'hui, pour la tranquillité des gros exploiters calotins, et pour ne pas avouer la peur de l'action, on inventait toutes sortes de calomnies contre les hommes d'action, et désintéressés. Le plus joli, le plus fier toupet était de dire que ceux qui souffraient de la grève faisaient le jeu des patrons et de la réaction.

Je ne vous apprend rien de nouveau, sans doute, mais ceci pour conclure que si les ouvriers sortent par milliers de l'usine et s'ils restent des semaines en lutte, c'est que, vraiment, il n'y a pas d'autre moyen de crier sa misère. — J. BÉRANGER.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

MERCREDI 10 OCTOBRE. — Interdiction des séances cinématographiques privées des « Amis de Spartacus ».

— La grève des petits cheminots provençaux est totale.

JEUDI 11. — On annonce être sans nouvelles du sous-marin *Ondine*, puis on apprend qu'il a été coulé, sur les côtes du Portugal, par un vapeur grec.

— Arrestation de Guibert, des « Amis de l'U.R.S.S. ».

VENDREDI 12. — Mort du général Percin.

— Un fonctionnaire du quai d'Orsay et un journaliste sont compromis dans la divulgation de la lettre de Berthelot sur le pacte naval anglo-français.

DIMANCHE 14. — Election législative à Noisy-le-Sec : Clamamus est élu.

LUNDI 15. — *Pologne*. — Grève générale à Lodz.

MARDI 16. — Fin de la grève du textile à Lille.

— Le Conseil des ministres décide de maintenir les articles 70 et 71 de la loi de finances, relatifs aux congrégations.

MERCREDI 17. — *Italie*. — Le militant communiste Della Maggiora est condamné à mort, et fusillé le lendemain.

JEUDI 18. — Une maison en construction s'écroule à Vincennes. 19 ouvriers sont tués.

VENDREDI 19. — Ouverture du Congrès de l'éclairage et des services publics unitaires à Paris.

SAMEDI 20. — Grève des travailleurs des tramways à Nice.

DIMANCHE 21. — Deuxième tour des élections cantonales. Provost, prisonnier d'Etat, est élu à Villeneuve-Saint-Georges.

— Arrestation de Denys, gérant de *l'Humanité*.

LUNDI 22. — Grève des inscrits maritimes à Marseille. *Pologne*. — Les syndicats du textile de Lodz votent la cessation de la grève.

MARDI 23. — *Afrique du Sud*. — Constitution d'une Fédération Sud-Africaine des Unions d'ouvriers noirs.

— Mort de l'historien Alphonse Aulard.

JEUDI 25. — Ouverture du Comité confédéral national unitaire à Paris.

— Arrestation de 1.500 ouvriers à l'occasion de l'enterrement des victimes de Vincennes.

La journée anglaise

Poincaré a décidé de soumettre à l'étude du Conseil National économique, lors de sa prochaine session, la « journée anglaise » ou journée de travail continu. C'est ce que nous a appris le *Matin* du 12 octobre :

La « journée anglaise » consiste à effectuer son travail en une seule séance, de six, sept ou huit heures, coupée seulement par une courte pause d'un quart d'heure environ. De la sorte, l'arrivée au bureau ou à l'atelier a lieu une heure plus tard, la sortie une heure plus tôt, et le repas de midi est supprimé.

Cette manière de procéder comporte, tant pour les employeurs que pour les employés, toute une série d'avantages qui ont leur répercussion sur l'économie générale de la nation.

En voici un aperçu, qui s'appuie sur des chiffres empruntés à l'étude de M. Joseph Vassivière sur la « journée anglaise ».

Pendant six mois de l'année on est obligé de s'éclairer

souvent le matin, entre 9 et 10 heures, et toujours le soir, entre 17 et 18 heures. La journée de travail continu, qui va de 10 heures à 17 heures, permettrait donc une économie de deux heures d'éclairage. Pour le chauffage, on récupérerait de même les deux heures pendant lesquelles (de midi à 14 heures) les ateliers et bureaux sont vides.

La suppression du déjeuner de midi, remplacé par un repas substantiel pris le matin, écartera quelques contingences énervantes qui ont toujours un mauvais effet sur la santé : course au Métro ou à l'autobus, repas rapides, trop hâtivement préparés, etc. Le travail sera plus suivi et plus sérieux, et la perte de temps provoquée par l'arrêt de midi (un quart d'heure pour le lavage des mains, vestiaire, etc., et un quart d'heure pour la remise en train après déjeuner) sera ainsi évitée.

Au lieu de consacrer dix heures à son travail (huit heures de travail effectif et deux heures perdues à son occasion) l'employé ne lui en consacrerait plus que huit et gagnerait ainsi deux heures qui pourront être employées pour l'étude ou le sport.

Il fera une économie d'environ 3 francs par jour sur ses frais de transport, réduits à un aller et retour, et sur son petit déjeuner du matin supprimé. Quant à ceux qui prennent leur repas de midi au restaurant, leur gain ne peut être exactement apprécié, mais dépasserait à coup sûr 3 francs.

L'employé, ne travaillant plus qu'à la lumière du jour, conservera plus longtemps une bonne vue, et, d'autre part, sortant de chez lui une heure plus tard, le matin, y rentrant, le soir, une heure plus tôt, son organisme sera moins sujet aux variations de la température extérieure.

La « journée anglaise » aurait aussi sur la crise des loyers une répercussion qui ne serait pas négligeable, car nombre de salariés, n'ayant plus que deux voyages par jour à effectuer et disposant de tout le temps désirable pour leurs déplacements, pourraient habiter la banlieue dans des conditions plus économiques et décongestionner Paris.

*
**

L'affaire Thaelmann

Le 29 septembre, *l'Humanité* annonce que le Comité Central du Parti Communiste allemand a décidé de suspendre son secrétaire Thaelmann. Le 30 septembre, le correspondant de *l'Humanité* à Berlin explique et commente cette décision :

De quoi s'est rendu coupable le camarade Thaelmann ? Il n'a commis aucun acte répréhensible du point de vue de la probité communiste et son honnêteté est hors de cause. Mais il a caché aux membres du Bureau politique un fait assez grave sur lequel le Parti, après une enquête, a pris une sanction : l'exclusion du Parti de Wittorf, ancien secrétaire de la Fédération de Hambourg-Wasserkante, qui a utilisé la caisse du Parti à des fins personnelles.

L'exclusion du secrétaire général d'une fédération aussi importante s'imposait. D'autre part, les faits commis par Wittorf étaient connus du camarade Thaelmann et le Comité Central du P. C. A. a estimé que le camarade Thaelmann, précisément parce qu'il est l'un des chefs du Parti communiste et du Front Rouge, avait commis une faute politique.

L'Internationale communiste jugera en dernier ressort...

...La suppression de ses fonctions du camarade Thaelmann montre quelle discipline rigoureuse, impitoyable règne au sein des Partis communistes et de la III^e Internationale.

Mais le Présidium de l'Internationale Communiste se réunit, le 6 octobre, et au lieu d'approuver la

sanction prise contre Thaelmann, il la repousse : le Comité Central a bien fait d'exclure Wittorf; Thaelmann, c'est entendu, a commis une faute grave, mais :

...Le présidium doit malheureusement constater que le Comité Central du P. C. allemand a publié la résolution condamnant le camarade Thaelmann, dans une situation politique très difficile pour le Parti, étant donné que la vaste campagne contre la social-démocratie du croiseur-cuirassé battait son plein, et cela sans que le Comité Central ait essayé de faire connaître cette résolution au Comité Exécutif de l'I. C. et aux fonctionnaires actifs du Parti, et enfin sans égard au fait de savoir comment réagiront les membres du Parti devant une semblable mesure. Le Présidium est d'avis que le Comité Central du P. C. allemand a commis par là une faute excessivement grave pour le Parti, en offrant aux ennemis de classe du prolétariat la possibilité de miner la campagne du Parti Communiste allemand contre la social-démocratie, déclenchée à l'occasion de la construction du cuirassé, par une campagne de dénigrement contre le camarade Thaelmann, le P. C. allemand et l'I. C., et d'affaiblir par là la position du prolétariat dans sa lutte contre l'impérialisme.

Une telle faute grossière n'a été possible que par suite de cette circonstance que la majorité du Comité Central, insuffisamment informée, se laissa tromper d'une manière irréfléchie par des adversaires politiques au sein du Comité Central.

En conclusion, le Présidium déclare maintenir toute sa confiance à Thaelmann, qui, dès lors, conserve toutes ses fonctions. Le fautif devient un martyr. Il revenait à notre Semard national de nous montrer quel servilisme sévit dans les Partis communistes. Il écrit dans *l'Humanité* du 16 octobre :

... Si, dans cette affaire, Thaelmann a commis une faute, le Comité central du P. C. allemand en a fait une plus grossière en publiant — sans en avoir préalablement informé le Comité exécutif de l'I. C. — une résolution condamnant Thaelmann, dans une situation politique des plus difficiles et alors qu'une vaste campagne était engagée contre la social-démocratie, à propos de la construction du cuirassé.

La résolution du Présidium de l'Exécutif de l'I. C. indique qu'il y a eu là manœuvre des éléments de droite et des « conciliateurs » centristes contre Thaelmann qui défend la ligne juste de l'I. C.

La direction de notre Parti, qui a été trompée par les premières informations transmises à *l'Humanité*, tient à rétablir les faits et à informer ses adhérents et sympathisants.

Depuis, le Comité Central du Parti communiste allemand a déclaré approuver la résolution du Présidium. Il s'est allégrement condamné lui-même.

La conclusion de toute cette affaire est qu'il n'y a pas que la justice bourgeoise qui soit boiteuse. La justice communiste, selon que vous serez dans la ligne, ou pas, vous fera blanc ou noir. Maintenant, que les adhérents du Parti communiste français essaient de comprendre!

Il ne manque plus à l'affaire Thaelmann que le passage suivant d'un article qu'a publié, le 14 octobre, *La Vérité* de Limoges :

D'après des informations plus précises qui nous sont parvenues d'Allemagne, il est maintenant établi que Thaelmann n'a pas seulement couvert les escroqueries de son ami Wittorf, mais qu'il a lui-même participé aux orgies, aux saouleries, aux « visites » de boxons pour lesquelles Wittorf avait utilisé les fonds dilapidés.

Vraiment, Thaelmann est digne de rester chargé des plus hautes fonctions dans le Parti Communiste allemand et dans l'Internationale !

ENTRE NOUS

Donnons quelques nouvelles : notre crise de trésorerie est momentanément surmontée, mais surtout grâce aux rentrées d'abonnés de soutien; les souscriptions ont donné un peu, mais pas comme il aurait fallu; de même, les nouveaux abonnés ne rentrent pas en nombre surprenant; et quant aux « possibles » pour novembre, alors que nous en demandions et attendions 1.200, il nous en est arrivé 600, donc la moitié seulement.

Si nos amis ne se relâchent pas, si chacun fait au contraire dans son coin ce qu'il doit faire, tant comme recherche d'abonnés que comme recherche de sous, nous nous dégagerons des difficultés et pourrions envisager des améliorations. Mais sortons d'abord des difficultés et des embêtements.

Nous demandions si l'initiative de Lavenir dans le Rhône susciterait des imitateurs; elle le mériterait cependant; depuis longtemps, nous n'avions plus à Lyon de vente au numéro; il vient d'y remédier; désormais la R. P. sera en vente à la librairie voisine de la Bourse du Travail.

Signalons qu'à Alès, un camarade nous a trouvé un dépositaire.

Dans la Loire, Thévenon pousse son effort dans toutes les directions, chasse au abonnés, vente au numéro par kiosques et par camarades; il a fait mieux, il s'est mis en tête de transformer des abonnés ordinaires en abonnés de soutien à 100 francs; il s'est aperçu qu'il y en avait plusieurs qui ne demandaient pas mieux; il en a fait déjà deux, il escompte la demi-douzaine. Naturellement, ça lui vaut des remerciements. Un certain Garri-guenc, du bureau stéphanois du Syndicat national des instituteurs, lui a dit que son dévouement était du dévouement à la commission. Bêtise et méchanceté vont bien ensemble. Au lieu de 10 pour cent versés par la R. P., Thévenon nous verse plus de 10 pour cent supplémentaires en travail, en tracas, en frais de poste et de déplacement. Il a ri sous l'injure; il ne nous a même pas raconté l'histoire. Il a fallu que nous l'apprenions par d'autres.

LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Burguet (Haute-Vienne), 10; Salesse (Seine), 10; Fulconis (Seine), 10; Rapineau (Seine), 5; Brun (Loire), 50; Labonne (Seine), 10; Kéraudy (Seine), 10; Despérier (Loire), 10; Bourseire (Loire), 10; Thérèse Verny (Puy-de-Dôme), 10; Lavenir (Rhône), 10; Philippon (Cher), 5; Fulconis (Seine), 50; Pelletier (Seine), 10; Farsy Henri (Pas-de-Calais), 10; L'Haridon (Finistère), 5; Pradin (Seine), 10; Lespagnol (Seine), 11,80; Béranger (Seine), 10; Castex (Seine), 10; Cauzard (Seine), 10; R. de Chavigny (Finistère), 20. — Total : 311,80.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 2; Seine, 1; Allier, 1; Ardennes, 1; Ardèche, 1; Dordogne, 1; Eure, 1; Finistère, 1; Indre-et-Loire, 1; Isère, 1; Jura, 1; Loire, 1; Loiret, 1; Marne, 1; Meurthe-et-Moselle, 1; Pas-de-Calais, 1; Rhône, 4. — Total : 21.

POUR LES GREVISTES D'HALLUIN

Deuxième liste de la Ligue Syndicaliste : Fulconis, 10 fr.; Mme Puset, 10 fr.; Robert, 5 fr.; Noëlle Drous, 5 fr.; R. L., 50 fr.; Godonnèche, 5 fr. Total : 85 francs.

D'autre part, le Syndicat (exclu) des casquettiers a adressé au Comité de grève à Halluin la somme de 333 fr. 50, produit des premières collectes dans les ateliers.



Le Gérant : V. GODONNÈCHE
Imp. LABOR, 8, boul. de Vaugirard, Paris

Dernières Nouveautés

LITTÉRATURE

Jacques DELAMAIN. — Pourquoi les oiseaux chantent (Stock).....	12 fr.
René LALOU. — Histoire de la littérature française contemporaine de 1870 à nos jours. — Edit. 1928 (Crès)	18 fr.
Elie TOLSTOI. — Tolstoï, Souvenirs d'un de ses fils (Calmann)	9 fr.
André CHAMSON. — Le crime des justes (Grasset).....	12 fr.
André MAUROIS. — Climats (Grasset).....	12 fr.
André MALRAUX. — Conquérants (Grasset).....	12 fr.
Romain ROLLAND. — Les Léonides (Michel).....	12 fr.
Jack LONDON. — Le cabaret de la dernière chance (Crès)	12 fr.
Roland DORGELES. — Le cabaret de la belle femme (Michel)	12 fr.
Georges DUHAMEL. — Les sept dernières plaies (Mercure)	12 fr.
Valentin KATAEV. — Rastratchiki (N. R. F.).....	12 fr.
Joseph CONRAD. — La flèche d'or (N. R. F.).....	12 fr.
Julien BENDA. — Mon premier testament (N. R. F.).....	9 fr.
Anatole FRANCE. — Œuvres complètes, tome XVII (inédits) : Rabelais, Auguste Comte, Pierre Lafitte (Calmann)	45 fr.
Constantin WEYER. — Un homme se penche sur son passé (Rieder)	12 fr.
Bernard LAZARE. — Le Fumier de Job (Rieder).....	10 50
I. ZANGWILL. — Comédies du Ghetto (Rieder).....	12 fr.
Maurice PARIJANINE. — Le Krassine au secours de l'Italia (Rieder)	15 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Jean JAURES. — Pages choisies; nouvelle édition avec introduction et notes de Paul DESANGES et Luc MERIGA (Rieder)	15 fr.
Jean JAURES. — Le calendrier de la Révolution du 1 ^{er} Vendémiaire An I de la République Française une et indivisible (22 septembre 1792) (éd. Boto).....	6 fr.
P. DESFEUILLES. — La Tunisie « Monographie économique » (Pierre Roger).....	5 fr.
Dans la même collection : Indochine, Brésil, République-Argentine, Mexique, Canada, Etats-Unis, Japon.	
Général L. SIKORSKI. — La campagne Polono-Russe de 1920 (Payot)	25 fr.
Edouard BENES. — Souvenirs de guerre et de révolution (1914-1918), tome I (Ernest Leroux).....	60 fr.
OSSIP-LOURIE. — La philosophie de Tolstoï suivie de ses pensées (Alcan)	14 fr.
Alexandre KERENSKI. — La Révolution russe. — 12 mars-14 novembre 1917 (Payot).....	25 fr.
Otto BAUER. — Le socialisme, la religion et l'église (L'Eglantine)	15 fr.
Emile VANDERVELDE. — Le Marxisme a-t-il fait faillite ? (L'Eglantine)	15 fr.
Henning KEHLER. — Chroniques russes. — Les premiers temps du bolchevisme, 1917-1919 (Perrin).....	12 fr.
Karl Friedrich NOWAK. — Versailles, 1919 (Rieder).....	20 fr.

CLASSIQUES

CATULLE. — Les noces de Thétis et de Pélée (collection Antiqua) (Pot Cassé).....	15 fr.
CATULLE. — Le livre de Job (collection Scripta Manent) (Pot Cassé)	15 fr.
GOGOL. — Veillées d'Ukraine (2 vol.) (Pot Cassé).....	30 fr.

LEGISLATION

Code du Travail. — Editions 1929 (Daloz), 2 vol.....	40 fr.
Jules PATOUILLET? — Les codes de la Russie soviétique, tome III. — Modifications, additions et annexes au Code civil. — Nouveau Code de la Famille (Giard)	30 fr.
Roger PICARD. — Les assurances sociales. — Commentaires à la loi du 5 avril 1928 (Juris-classeurs)	20 fr.
Bureau International du Travail. — La liberté syndicale	25 fr.

ARTS

G.-K. LOUKOMSKI. — L'art décoratif russe, 192 planches (Libr. d'art).....	110 fr.
Frans MASEREEL. — La Ville, cent bois gravés (Pierre Vorms)	60 fr.

Téléphone
 Combat 08-02
 R. C. 251.310



LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10^e)

Chèque postal
 MARCEL HASFELD
 N° 43-08

Le "Colis de Propagande"

Nous avons déjà créé le « Colis Mensuel » apportant les nouveautés du mois. Mais la date de chaque jour évoque un souvenir appartenant à l'histoire du Mouvement Ouvrier, et attire notre attention sur toute une littérature méconnue. Cette littérature, ces pages de propagande et d'éducation, nous voulons les rassembler chaque mois riche en anniversaires, dans des « Colis de Propagande ». Nous disons « Colis de Propagande » parce qu'ils apporteront chaque mois des enseignements et des arguments, mais nous disons aussi « Colis de Propagande » parce que nous fournirons aux organisations et aux militants, pour une somme variant de 10 à 120 francs, des œuvres dont la valeur totale dépassera largement le prix demandé.

Au mois de novembre, on ne peut songer évidemment qu'à la Révolution russe et à la fin de la guerre. Nous publions ici la liste des œuvres proposées se rapportant à ces deux anniversaires, nous avons tenté d'y placer les ouvrages et brochures essentiels. Nous invitons les camarades qui peuvent déjà les connaître, à profiter de l'occasion offerte pour les faire circuler chez eux, à l'atelier, au bureau. Les ouvriers, les révolutionnaires de notre époque ne devraient-ils pas se pencher avec plus de curiosité passionnée sur les événements qui ont bouleversé le monde depuis quatorze ans.

LA GUERRE

10 fr. (valeur 15 fr.)

R. ROLLAND. — Aux peuples assassinés.....	0 25
BERANGER. — Déclarations au Conseil de Guerre	0 25
CIVRIEUX. — Mea culpa	0 25
ERMENONVILLE. — Sur les responsabilités de la guerre	0 25
***. — La presse vendue.....	0 25
***. — Le Parti socialiste italien et la guerre..	0 25
MONATTE et ROSMER. — Un coup d'œil en arrière	1 50
***. — L'Angleterre a voulu la guerre.....	5 »
DUPIN. — Le Règne de la bête.....	7 »

15 »

25 fr. (valeur 34 fr. 50)

***. — Les savants américains devant le problème des origines de la guerre.....	4 »
DUPIN. — Conférence sur les responsabilités de la guerre	2 »
DELBEC. — Syrie et Cilicie	1 50
MORHARDT. — Les preuves.....	12 »

34 50

50 fr. (valeur 70 fr. 50)

LUXEMBOURG. — Lettres de la prison....	2 50
LAFORGE. — Le film 1914.....	3 »
CIVRIEUX. — La muse de sang.....	3 »
MARCHAND. — La condamnation d'un régime.	4 »
MARTINET. — La nuit.....	5 50
LIEBKNECHT. — Lettres du front et de la géole	6 »
***. — Un Livre Noir, tome III (1914-1915)....	12 »

70 50

100 fr. (valeur 154 fr. 50)

***. — Un livre Noir (1910-1914) 2 forts volumes	50 »
***. — Un Livre Noir (1915-1917), en souscription, à paraître en 1929 (fin de l'ouvrage)....	24 »
OKHOTNIKOV et BATCHINSKY. — La Bessarabie et la paix européenne.....	10 »

154 50

LA REVOLUTION RUSSE

10 fr. (valeur 14 fr. 25)

GORKI. — La révolte des esclaves.....	0 25
OKOUNEV. — Les cent-deux	0 25
***. — Hommage à Lénine.....	0 25
CLARTE. — Numéro spécial	2 50
***. — La République du Travail (photos 1917-1921)	6 »
VICTOR-SERGE. — Lénine, 1917.....	2 »
VICTOR-SERGE. — La ville en danger (Pétrograd 1919)	3 »

14 25

25 fr. (valeur 34 fr. 25)

TROTSKY. — Les problèmes de la guerre civile	1 50
BEAULIEU. — Assassins traîtres et faussaires.	3 50
VICTOR-SERGE. — Les coulisses d'une Sûreté générale (L'Okhrana)	5 »
MIGLIOLI. — Le village soviétique.....	10 »

34 25

50 fr. (valeur 69 fr. 25)

LENINE. — L'Etat et la Révolution.....	5 »
PASCAL. — Carte économique et politique de l'U. R. S. S. (100X130).....	15 »
MONTANDON. — Deux ans chez Koltchak et chez les bolcheviks (1919-1921)	15 »

69 25

100 fr. (valeur 139 fr. 75)

LEBEDINSKY. — La semaine.....	7 50
JOHN REED. — Dix jours qui ébranlèrent le monde	9 »
TROTSKY. — 1905	15 »
GLADKOV. — Le ciment	18 »
LENINE. — Pages choisies (2 vol.).....	21 »

139 75